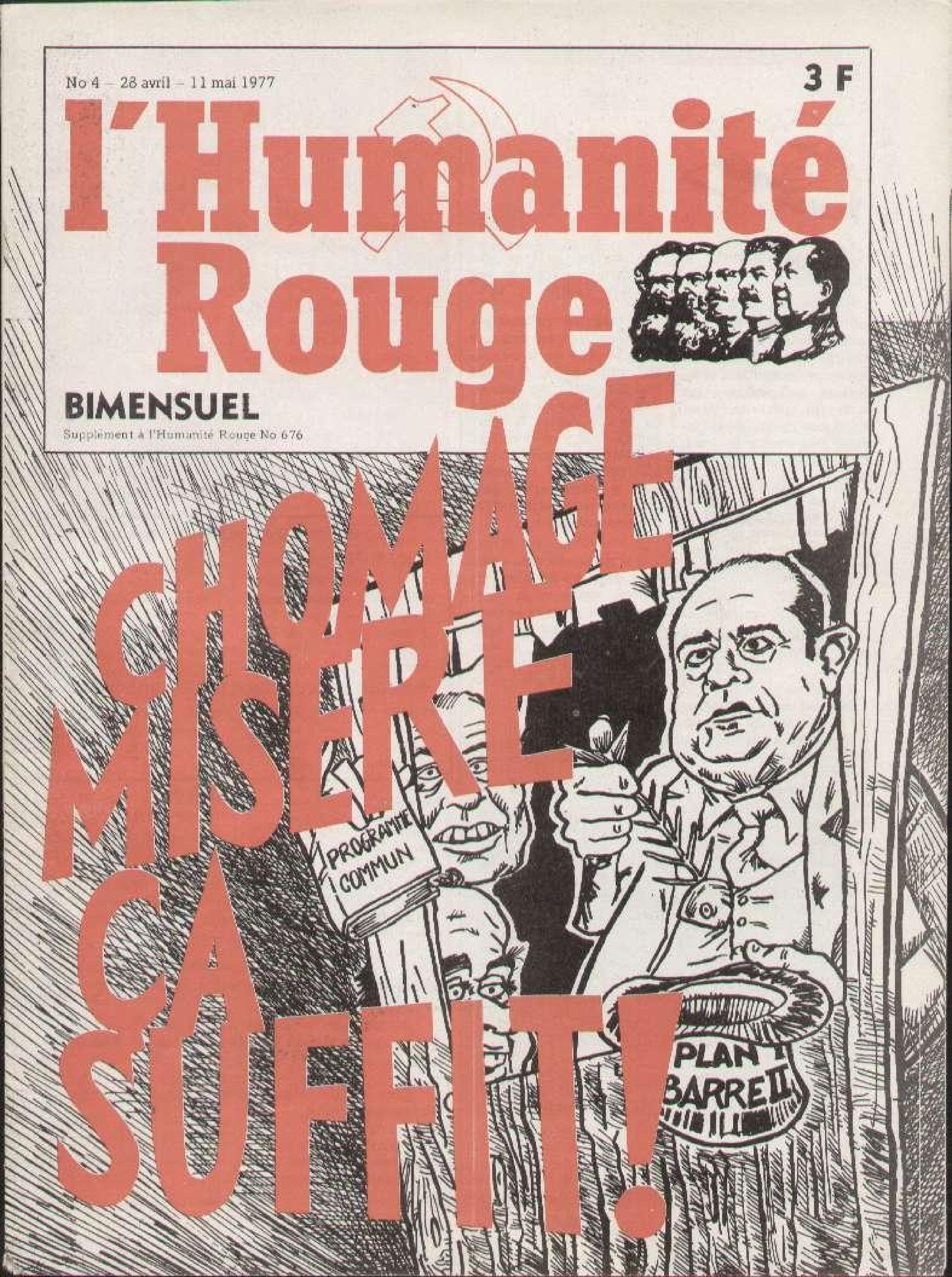


No 4 – 28 avril – 11 mai 1977
3 F
l'Humanité Rouge
BIMENSUEL
Supplément à l'Humanité Rouge No 676
CHOMAGE
MISERE
ÇA SUFFIT!
PROGRAMME COMMUN
PLAN BARRE II



Les lecteurs ont la parole

Un appel entendu

« Une véritable liaison avec les travailleurs est indispensable» **dit un postier.** *Rien ne vaut le contact direct entre les militants et les lecteurs, qui peuvent ainsi poser des questions, discuter, et non pas seulement recevoir passivement le message à sens unique d'un papier écrit.*

«Ce ne sont pas trois ou 4 000 exemplaires qui pourront se vendre, mais peut être le double, le triple !»

Un appétit de savoir

Saluant avec enthousiasme la parution du bimensuel, un ouvrier du bâtiment qui souligne les difficultés de la condition ouvrière, souhaite trouver de quoi y satisfaire *«les aspirations élémentaires théoriques et pratiques des travailleurs»* : faits précis démontrant le jeu du système capitaliste, de la «gauche» et la position des marxistes-léninistes : démonstration du rôle de l'idéologie bourgeoise : analyse de la place de la femme ; étude des bases fondamentales et de l'historique du communisme. Ceci en étant convaincu que *«mieux vaut peu et bien que beaucoup et mal»*.

Les colonnes ennemies

Une juste critique d'un lecteur d'Aix-en-Provence qui regrette qu'il ne soit pas clairement répondu aux attaques contre le PCC.

«De plus, on ne cite pas «Le Monde», c'est pourtant l'artisan No1 de la campagne antichinoise. Il aurait pourtant suffit de «rechercher dans tous les numéros du Monde depuis la mort de Mao : il s'est contredit 100 fois au moins ! Le nombre de fausses nouvelles qu'il a répandues et qu'il continue de propager est absolument énorme.»

Le même lecteur constate que, depuis plusieurs années, «on a vu se développer des théories vantant la Chine comme un pays harmonieux, où aucune contradiction importante ne naissait, où tout était resolu pacifiquement.» (...)

«Comment peut-on valablement critiquer le «Deuxième retour de Chine» quand on a applaudi au premier livre «La moitié du ciel» qui faisait croire que la libération de la femme était totalement et définitivement résolue en Chine. La lutte des classes n'est pas une formule creuse. Dire du «deuxième reour» que c'est un livre anticomministe, et antichinois n'est pas satisfaisant. Il faut expliquer que l'idéalisme a conduit ses auteurs aussi bien aux louanges démesurées qu'à la haine réactionnaire».

Nous revenons sur cette question pages 15, 16 et 17 avec l'article de Régis Bergeron.

Abonnez-vous à l'Humanité rouge quotidien révolutionnaire des travailleurs

ABONNEMENTS A L'HUMANITÉ ROUGE

QUOTIDIEN

	Pli ouvert (sous bande)	Pli fermé (sous enveloppe)
1 mois	20 F	44 F
3 mois	60 F	132 F
6 mois	120 F	264 F
Soutien	150 F	300 F

QUOTIDIEN AVEC SUPPLÉMENT BIMENSUEL

1 mois	26 F	54 F
3 mois	78 F	164 F
6 mois	156 F	368 F
Soutien	200 F	400 F

DEMANDE DE CONTACT

– Parce que je considère que seule la dictature du prolétariat imposera la fin de l'exploitation et de l'oppression du capitalisme et permettra la construction du socialisme ;

– Parce que je désire participer à l'édification d'un authentique Parti marxiste-léniniste unique ;

Je demande à prendre contact avec l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, l'Humanité Rouge peut me joindre à l'adresse suivante :

Nom ....

Prénom ....

Adresse ....

Signature ....

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL

Journal des communistes marxistes-léninistes de France

Dans ce numéro

Intérieur
Éditorial : Pour un parti communiste authentique, reconnu et consacré par les masses .... page 4
Le Plan Barre No2 .... page 6
Marchais rassure les patrons .... page 8
La torture en France, ça existe ! .... page 9

International
Guadeloupe : grève dans la canne à sucre .... page 13
Zaïre : les mensonges de l'agence Tass .... page 14
Les raisons d'une campagne anti-chinoise .... page 15

La France des luttes
Usinor-Thionville .... page 18
L'été des travailleurs mauriciens «sans papier» .... page 19
Foyers Sonacotra .... page 19
Occuper les usines – classe contre classe .... page 20
La perspective révolutionnaire dans les luttes d'aujourd'hui .... page 21
Des femmes prennent la parole .... page 22

Informations générales
Sécurité sociale .... page 23
Hôpital Corentin Celton .... page 24

Culturel
Sport : le doping .... page 27
Bande dessinée .... page 28
Créer un ciné-club .... page 29
Cinéma, théâtre ouvrier .... page 30 et 31
Histoire : Joseph Tortelier, un des précurseurs du 1er mai .... page 32

– Pour faire payer la crise aux travailleurs, tout en préparant mars 78, Giscard-Barre ont pondu un nouveau plan anti-populaire. (pages 6 et 7).





– Les mensonges de l'Agence Tass. (page 14).

– Régis Bergeron connait bien la Chine; il examine pour nous les raisons de la campagne actuelle, contre la Chine et le PCC. (Pages 15, 16 et 17).



L'Humanité rouge
BP 61
75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226 72 La Source
Commission paritaire No 57952

Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef* : Henri Jour. *Rédacteurs* : Michel Bataille, Annie Brunel, Léon Cladel, André Colère, Jacques Duroc, Joël Fabien, Serge Laforge, Guy Le Breton, Philippe Leclerq, Fernand Lenoir, Jean Nestor, Lucien Nouveau. *Secrétaire de rédaction* : Claude Liria. *Maquettiste* : Alexis Vert. *Dessinateur* : Silvestre. *Illustration* : Jean-Luc Boyer. *Administration* : Arthur Lepuy, Henri Bernard. *Imprimerie La Nouvelle*. Directrice de publication : Suzanne Marty



Pour un parti communiste authentique reconnu et consacré par les masses

L'appel politique commun publié à l'occasion du Premier Mai 1977 par les deux Partis se réclamant en France du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung constitue un évènement historique. Il comble de joie et d'espoir les ouvriers révolutionnaires, les petits paysans en lutte, les intellectuels d'avant-garde, les vétérans communistes fidèles à leur passé de militants prolétariens. Signé par les deux organisations de Jeunesse qu'impulsent les deux Partis, il manifeste aussi l'ardent et profond désir des jeunes de détruire le capitalisme et de construire le socialisme.

Les dirigeants et militants qui depuis 1970 ont préparé et édifié le Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste), surmontant de nombreuses difficultés de tous ordres, ont suivi un processus idéologique et politique les conduisant, comme nous-mêmes, à cette vérité : pour préparer la Révolution prolétarienne, il est indispensable de réaliser l'unité de toutes celles et de tous ceux qui veulent assurer sa victoire, il est historiquement nécessaire de passer du pluralisme de partis, groupes ou autres formations à l'édification d'un seul Parti communiste authentique.

Celles et ceux qui depuis 1970 ont maintenu l'existence du Parti communiste marxiste-léniniste de France, fondé voilà 10 ans bientôt sous les coups de feu d'agresseurs révisionnistes, en dépit de l'arbitraire interdiction de la bourgeoisie violant sa propre légalité, sont parvenus à la même conclusion.

Au demeurant, des dirigeants des deux Partis actuels avaient ensemble déjà participé à la fondation de ce dernier le 30 décembre 1967, au Congrès de Puyricard.

Un Parti marxiste-léniniste unique sera seul en mesure de répondre avec efficacité au besoin qu'ont la classe ouvrière et les masses populaires de le mettre au service de leurs luttes de classe, de leur combat révolutionnaire prolétarien.

La division favorise l'ennemi. L'unité décuple nos forces.

Certes, le processus d'unification n'est pas encore parvenu à son terme. Mais désormais, il est entré dans une phase que l'on peut espérer sérieuse et décisive.

Les discussions entre représentants des Comités centraux des deux Partis n'ont pas encore abordé les questions organisationnelles.

La pratique de l'unité dans des manifestations, dans des meetings, dans des actions centrales ou locales prépare en profondeur les meilleures conditions pour parvenir à l'unification organisationnelle.

Car l'unité des marxistes-léninistes ne peut résulter d'une simple décision prise par les dirigeants. Si ces derniers ont pour tâche hautement responsable d'assurer la mise en œuvre du processus après avoir défini sa spécificité idéologique et politique, ils ne peuvent que rejeter toute pratique qui s'identifierait à une fusion décidée seulement d'en haut.

Mao Tsé-toung nous a enseigné à déjouer le piège du faux matérialisme qui proclame que l'addition de deux unités peut en produire une nouvelle. Tout au contraire, il nous a convaincus que le véritable matérialisme, le matérialisme dialectique, démontre que toute unité, composée de deux contraires, tend à se diviser en deux.

Aujourd'hui, aussi bien dans les rangs du PCR (ml) que dans ceux du PCMLF il y a eu, et il continue d'y avoir lutte entre deux voies, entre deux lignes, entre deux idéologies. Depuis 1970, dans les deux formations, des représentants idéologiques de la bourgeoisie ont été éliminés ou se sont éliminés d'eux-mêmes. Sectaires et opportunistes se sont démarqués du juste processus *«unité-critique-unité»*, et la nouvelle unité à laquelle conduit le processus en cours résultera de cette division qui a manifesté et manifestera encore l'irréductibilité entre bourgeoisie et marxisme-léninisme, entre révisionnisme moderne et pensée-maotsétoung.

De ce point de vue, il est indispensable que l'unification organisationnelle soit sérieusement préparée, non seulement aux sommets, mais aussi, et même surtout, entre les bases respectives. Il faut que dans toute la France, dans le respect des disciplines de Partis réciproques, les militants marxistes-léninistes se rencontrent, apprennent à se connaitre, à s'écouter, à se concerter en vue d'agir ensemble plus efficacement que chacun de son côté.

Il n'est plus trop tôt pour réfléchir aux formes que revêtira l'unification organisationnelle, au processus qui l'engendrera et qui devra se fonder, à notre avis, sur le plus large fonctionnement du centralisme démocratique et pourra se trouver couronné, toujours à notre avis, par le tenue d'un Congrès concrétisant la victoire de l'unité des marxistes-léninistes. Les progrès réalisés dans le processus d'unification idéologique et politique nous autorisent à réfléchir aux structures, aux principes d'action et de fonctionnement interne et public, aux formes de liaisons avec les masses du futur Parti marxiste-léniniste.

Pour avancer résolument et rapidement vers de telles perspectives, dont la réalisation est rendue plus urgente par les développements en cours de la situation tant en France que sur le plan international, nous devons combattre délibérément toute méfiance réciproque qu'alimente si généreusement tout recours au subjectivisme. N'en avons-nous pas déjà trop souffert dans le passé ? Le temps n'est plus aux regards en coin et aux réactions sectaires. Aujourd'hui, il importe d'apprendre à marcher du même pas.

Sachons discerner clairement que nous sommes d'ores et déjà des *«amis»* au sens élevé de Mao Tsé-toung pour nous préparer à être demain les camarades et militants d'un même Parti. Préparons-nous à affronter ensemble les véritables ennemis de classe du prolétariat révolutionnaire.

L'unité des communistes fidèles aux principes du marxisme-léninisme en France est en marche. Sa réalisation entrainera un essor de la force marxiste-léniniste, qui dépassera largement l'addition des rangs des deux Partis actuels.

En ce Premier Mai 1977, décidons de tout faire pour qu'elle triomphe définitivement dans le meilleur délai possible. Agissons tous ensemble pour que, le Premier Mai prochain, en 1978, les manifestations et luttes traditionnelles dans notre pays soient décidées et organisées à l'initiative d'un seul Parti se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung. Ce Parti sera alors engagé dans les batailles politiques intenses que constitueront les échéances prévues pour 1978.

Vive l'action et l'union de la classe ouvrière et de tous les travailleurs, sous la bannière du seul parti, qui demain, en France, méritera d'être reconnu et consacré par les masses pour son contenu de classe révolutionnaire et pour sa qualité de communiste authentique !

Jacques Jurquet

Plan Barre 2

Démagogie et menace

La préparation du plan Barre numéo 2 a été dominée par une préoccupation essentielle : la crainte d'une explosion de colère de la jeunesse.

Alors qu'aujourd'hui plus de 700 000 jeunes sont sans emploi, le gouvernement envisage maintenant avec une inquiétude grandissante de voir leur nombre s'élever à un million dans les quelques mois qui viennent.

Ne vont-ils pas être plusieurs centaines de milliers à venir d'ici peu de temps sur le «marché du travail» comme disent les patrons ? La bourgeoisie n'a pas oublié ses frayeurs de 1968. Elle n'ignore plus que de grandes vagues de colère peuvent naître de façon subite. Et aujourd'hui, sans doute avec plus de force qu'il y a 9 ans. Les évènements récents en Italie sont venus lui rappeler tout cela.



Les mesures annoncées par le nouveau plan Barre seront sans effet pour remédier au chômage des jeunes. Elles ont été prises par un pouvoir inquiet, incapable de dominer une crise qui le dépasse. Tout au plus permettront-elles au gouvernement de chercher à faire croire qu'il tente de faire quelque chose et d'obtenir quelques résultats tout à fait passagers. Au prix de l'organisation de la déportation des jeunes, de l'expulsion des travailleurs immigrés, de salaires de misère ! Eh bien de tout cela, la jeunesse et la classe ouvrière n'en voudront pas ! Les mesures présentées par Barre ne visent qu'à semer la division et les illusions. Elles visent notamment à faire supporter aux travailleurs immigrés le poids de la crise. Le plan Barre à ce sujet n'a rien inventé : il reprend la vieille recette maintes fois utilisée par la bourgeoisie, celle du racisme.

Si les mesures annoncées par Barre ne sont que de la poudre aux yeux, elles sont aussi lourdes de menaces et il convient donc d'y faire face dans l'unité des ouvriers, français et immigrés.

Ce second plan Barre, a été également dominé par les préoccupations électorales. De la façon la plus démagogique qui soit, il distribue les aumônes aux vieillards et aux familles, espérant ainsi, et à peu de frais (grâce à une hausse du prix de l'essence), obtenir quelques voix. L'opération est elle aussi devenue classique dans les mœurs de la bourgeoisie.

Face à cela, l'autre équipe, celle de l'«Union de la gauche» multiplie elle aussi les promesses. Mais les uns comme les autres seront incapables de surmonter une crise qui est celle d'un système qu'ils défendent tous avec des recettes différentes.

Ce qui est en cause, c'est la domination d'une classe qui vit de l'exploitation des travailleurs. Et l'aspiration qui grandit aujourd'hui dans notre pays, en particulier dans sa jeunesse, c'est celle d'une société où les travailleurs seront les maîtres et de laquelle le règne des exploiteurs sera banni.

Des miettes et des promesses



Au chapitre des promesses et de la distribution des miettes pré-électorales, Barre annonce des mesures telles que l'augmentation de 10,20 % des allocations familiales qui seront bien vite rongées par les augmentations. Quant aux vieux, ils voient leurs allocations portées à 11 000 F par an, soit 840 F par mois...

Et puis on promet des crèches, l'amélioration de l'habitat des vieux, etc. Les promesses, ça ne coûte rien.

Des cadeaux pour les patrons



Si pour les travailleurs ce nouveau plan Barre est lourd de démagogie et de menaces, pour les capitalistes il est riche de cadeaux. C'est ainsi qu'ils seront exonérés des charges sociales sur les salaires des jeunes dont ce sera le premier emploi. Preuve si besoin en était que si les patrons n'embauchent pas, c'est souvent non pas parce qu'il n'y a pas de travail, mais parce qu'ils veulent faire plus de profits en faisant travailler un ouvrier autant que deux.

Par ailleurs, les cotisations patronales à la Sécurité sociale seront prises en charge par l'État pour les patrons qui embaucheront des apprentis.

André Colère



Notre riposte

Français et immigrés : une seule classe ouvrière

«Allocation de 10 000 F pour les travailleurs immigrés désirant rentrer chez eux», cette mesure annoncée par le nouveau plan Barre recouvre dans les faits une politique raciste et de division de la classe ouvrière. Elle est l'annonce d'une politique de renvoi massif de nos frères immigrés, d'ailleurs déjà engagée dans les faits depuis quelque temps. Au cours des années «d'expansion économique» réalisée pour une bonne part grâce à leur surexploitation, la bourgeoisie a encouragé par des promesses mensongères les travailleurs immigrés à venir dans notre pays.

Aujourd'hui c'est la crise et elle veut les rejeter comme des machines qui ne seraient plus utilisables. On peut prévoir que les contrôles et rafles policières vont se multiplier mais aussi les activités racistes et fascistes. Afin de paraître «humain» le gouvernemnt parle du versement d'une allocation, qui dans les faits sera tout simplement le prix du voyage. Il prétend également limiter cette mesure aux travailleurs immigrés qui le «désirent», façon hypocrite de désigner des expulsions forcées.

Le gouvernement espère que les travailleurs français ne réagiront pas à ces mesures, qu'ils se diront que cela pourra leur donner un emploi.

Face à cela, à ce piège vieux comme la bourgeoisie elle-même, il n'y a qu'une réponse : la solidarité de classe des travailleurs. Un ouvrier qu'il soit français ou immigré, est avant toute chose un ouvrier. Et c'est la même bourgeoisie qui les exploite tous les deux.

Des salaires décents, pas des aumônes !

«Possibilité pour tous les demandeurs d'emploi de moins de 25 ans d'acquérir un complément de formation professionnelle». Il s'agira de stages dans des entreprises payés à 90 % du SMIG et à 410 F par mois pour les moins de 18 ans.

En fait, il s'agit de fournir au patronat une main-d'œuvre très bon marché. Plutôt que de payer des jeunes au chômage, les capitalistes préfèrent les exploiter et par dessus le marché cela permet de réduire le nombre des chômeurs.

«Les contrats emploi-formation seront étendus à toutes les femmes ayant au moins un enfant à charge qui reprennent un travail rémunéré». Les contrats-formation qui jusque là étaient réservés aux jeunes de 17 à 25 ans permettent également sous prétexte de «formation» de fournir au patronat une main-d'œuvre, payée au-dessous du SMIG.

Bref, tout un train de mesures auxquelles une seule réponse est possible : des salaires décents, pas des aumônes !

Titularisation immédiate des auxiliaires !

«Recrutement exceptionnel de 20 000 vacataires dans le secteur public», cette mesure annoncée par Barre, vise en fait à réduire de 20 000 le nombre des chômeurs pour une durée de quelques mois. Dès les élections passées, on peut se douter que ces vacataires seront licenciés. Face à cela, une exigence doit se développer : la titularisation immédiate des auxiliaires.

La retraite à 60 ans !

«Extension temporaire à tous les salariés du bénéfice de la pré-retraite». A l'exigence de la classe ouvrière d'obtenir la retraite à 60 ans, avec un revenu décent, Barre répond en généralisant les licenciements camouflés baptisés pré-retraite. Pour de nombreux travailleurs âgés de 60 ans, comment vivre avec 70 % de son salaire, surtout quand le coût de la vie ne cesse d'augmenter ?

Nous voulons travailler et vivre au pays

«La prime de 4 850 F de mobilité sur le territoire national est étendue aux jeunes se déplaçant à l'étranger». Autrement dit, il ne suffit plus maintenant de quitter sa région, sa famille, ses amis, pour aller dans des villes où l'on connait la solitude, il faudrait s'expatrier. La bourgeoisie veut se débarasser des jeunes, en leur faisant miroiter la possibilité de trouver un emploi ailleurs, avec à l'appui une prime. Elle voudrait que les jeunes s'habituent à aller et venir selon les besoins des capitalistes. Face à cela, c'est l'exigence de travailler et vivre au pays qui grandit.

André Colère



Quand Marchais rassure les patrons...

Succédant à Michel Rocard et à François Mitterrand qui l'y avaient précédé quelques semaines auparavant, Georges Marchais est allé, le 21 avril dernier, expliquer le programme commun au club capitaliste «l'Expansion».

Devant un parterre de 400 petits, moyens et même grands exploiteurs, le secrétaire général du PCF a cherché, selon ses dires, non à convaincre, mais à démontrer. A démontrer quoi ?

Que les petits et moyens patrons n'ont rien à perdre et beaucoup à gagner avec le programme commun.

Se pourrait-il que patrons et ouvriers, exploiteurs et exploités se retrouvent main dans la main pour goûter les délices du programme commun ?

Georges Marchais dit que le programme commun permettrait aux PME de se développer. Qu'est-ce que c'est pour une petite ou moyenne entreprise que «se développer» ? C'est augmenter sa production et ses profits. Cela implique de fabriquer des produits de meilleure qualité et à plus bas prix que le concurrent. Cela est vrai même dans le cadre contemporain d'une économie dominée par le capital monopoliste d'Etat : la multinationale nationalisée Renault choisit-elle les entreprises sous-traitantes en tenant compte de leurs prix ou de la nécessité de «soutenir» telle ou telle entreprise ? La réponse est élémentaire : la multinationale Renault qui participe à l'âpre rivalité internationale ne peut en aucun cas reléguer la recherche du profit maximum au second plan ; s'il en allait autrement, elle déclinerait rapidement au profit d'autres multinationales américianes, anglaises, italiennes ou françaises.

Faut-il ici ajouter que les PME ne travaillent d'ailleurs pas dans le seul cadre français, depuis longtemps dépassé, mais dans le cadre de l'Europe des dix ?

Soumis aux exigences du profit maximum et donc de la rentabilité maximum, un patron de PME, même adhérent au PCF, ne peut que rechercher une exploitation accrue des ouvriers : c'est la raison pour laquelle les PME sont bien souvent des entreprises où les conditions de travail, d'hygiène

1946 : le premier gouvernement Gonin. La nouvelle constitution de la République bourgeoise prévoit beaucoup de droits pour les travailleurs : mais ceux-ci n'ont pas le pouvoir. Thorez (sur cette photo à droite au premier plan) saura seulement les appeler à «retrousser leurs manches».

et de sécurité sont particulièrement mauvaises. C'est à ce prix qu'elles existent. Si elles se développent, cela veut dire que certaines parmi elles disparaissent : c'est la faillite et le licenciement des ouvriers, tandis que le ou les capitalistes, y compris l'Etat, qui exploitaient ces ouvriers vont placer leurs billes ailleurs.

Telle est la logique implacable du système capitaliste. A cette logique, il n'existe qu'une alternative possible : le renversement des capitalistes et la prise en main de tous les leviers de commande par les ouvriers eux-mêmes, en alliance avec les autres travailleurs ; c'est à dire la dictature du prolétariat, le recours par les masses populaires à la force armée et à la contrainte contre les capitalistes, grands, moyens et petits.

Evidemment, le programme commun n'a rien à voir avec cela. C'est pourquoi Georges Marchais a reproché aux patrons qu'il avait en face de lui *«une méconnaissance profonde du programme commun qui les amène à avoir de celui-ci une vision apocalyptique».*

Pour les rassurer, Georges Marchais leur a lancé en riant : *«les nationalisations concernent 15 % de la population active et de la production, il vous reste 85 % des travailleurs»* et, comme les patrons demandaient une réponse nette sur QUI décidera dans l'entreprise, Georges Marchais a répondu : *«le pouvoir de décision des chefs d'entreprise sera conservé»* et encore *«il s'agit simplement d'accorder de nouveaux droits aux travailleurs».*

Des droits, mais pas le pouvoir : c'est déjà écrit dans tous les textes de loi bourgeois et, notamment, dans les constitutions des IVe et Ve républiques capitalistes. N'est-il pas écrit dès 1946 dans la constitution : *«Chacun a le droit de travailler et d'obtenir un emploi»*, ou encore : *«tout travailleur participe, par l'intermédiaire de ses délégués, à la détermination collective des conditions de travail, ainsi qu'à la gestion des entreprises»* ?

L'expérience séculaire des ouvriers démontre que «des droits» sans le pouvoir, ce n'est que chiffons de papier. C'est pourquoi les ouvriers et tous les exploités veulent le pouvoir. Chaque jour, ils comprennent mieux qu'ils ne doivent attendre ce pouvoir de personne, mais qu'ils doivent le prendre, que les capitalistes et Monsieur Marchais le veuillent ou non.

Henri Jour

Enquête

LA TORTURE EN FRANCE ÇA EXISTE !

Oui, dans notre pays, il est certains commissariats où des flics torturent. Il ne s'agit pas des «passages à tabac» qui sont monnaie courante, mais bel et bien de pratiques dignes des nazis. Jugez plutôt, voici des faits.

Fin mars à Corbeil : 4 jeunes immigrés sont arrêtés et conduits au commissariat de la ville. Ils s'appelent Tigouart, Bel Miloud, Zabel, Rioubah et sont âgés de 17 à 23 ans. Ce sont, comme ont dit, de jeunes délinquants.

Leur histoire est celle de pas mal d'autres. Ils ont grandi dans un de ces quartiers populaires de Corbeil où le chômage atteint aujourd'hui des proportions considérables, surtout quand on est immigré. Les portes des usines restent fermées. La seule possiblité de trouver de temps en temps un gagne-pain, c'est l'intérim et c'est de plus en plus difficile. Un quartier où le béton est roi, sans arbres, sans fleurs.

Pour tout loisir, un bistrot dont le patron est raciste. Il reste les mobylettes, encore faut-il avoir un peu d'argent pour en avoir une. Des quartiers où toute une jeunesse ouvrière est réduite au désœuvrement. Très tôt, on y fait la connaissance des flics, toujours présents.

Racistes, ils provoquent et tabassent. Un jour, pour fuir cet univers, on prend une voiture, ou bien on commet une autre bêtise quelconque, et comme on est loin d'être des gangsters, on se fait prendre par les flics. Et c'est comme ça qu'on se retrouve en prison, une première fois qui ne sera peut-être pas la dernière. L'engrenage commence.

Ce sont justement certaines de ces choses-là que Tigouart et Bel Miloud avaient essayé de faire comprendre il y a quelques temps au cours d'une émission télévisée sur la délinquance.



La solidarité marque des points.

La vie allait peu de temps après confirmer leurs propos.

On était aux environs de Noël. Il y avait des sapins illuminés, et une bande de jeunes lançait des cailloux sur les ampoules. Voilà qu'une ampoule tombe à côté de la voiture d'un inspecteur de police. Aussitôt, celui-ci les insulte : *«Retournez dans votre pays» !*, les provoque : *«Venez vous battre»!* Les jeunes qui voient le piège refusent de répondre. Mais l'un d'eux est attrapé par le flic qui le frappe. Aussitôt, les autres interviennent et blessent gravement l'inspecteur. Chez les flics du coin, on était bien décidé à se venger. L'occasion se présenta fin mars.

Dès que les quatre jeunes sont arrivés au commissariat, les tortures ont commencé. Ils ont été frappés avec des serviettes-éponge mouillées et roulées, suspendus par les bras, les pieds ne touchant pas le sol. Les flics les ont frappés derrière les genoux, sur la colonne vertébrale, sur les parties génitales après les avoir mis complètement nus.

Puis ils les ont torturés avec des décharges électriques. Mais le plus odieux allait venir quand deux d'entre eux ont été violés avec des bouteilles et des matraques. Et cela a duré jusqu'au 31 mars, pendant la durée de la garde-à-vue.

Le 31, ils ont été déférés devant le procureur. C'est là que l'avocat de permanence a pu constater qu'il y avait eu des violences et a demandé au procureur de procéder à une expertise médicale et à une enquête administrative contre les flics responsables des tortures.

Les choses sont en cours, et l'on peut faire confiance à l'appareil policier et judiciaire pour étouffer l'affaire.

Car, ces actes, s'ils sont parmi les plus graves et les plus scandaleux qui soient survenus à Corbeil, s'inscrivent néanmoins dans le cadre de toute une politique de répression délibérée contre les jeunes. Voici encore des faits.

La chasse aux jeunes...

Il y a cinq mois, 5 ou 6 jeunes d'un quartier populaire de Corbeil, Monconseil, rentraient chez eux vers une heure du matin. Survient un fourgon de police : contrôle d'identité. Parmi ces jeunes de 14 à 16 ans, certains ont leurs papiers, d'autres ne les ont pas. Les flics les font monter un par un dans le car et les tabassent à tour de rôle.

Juillet dernier, deux jeunes immigrés rentrent du bal du 14 juillet : contrôle d'identité. Les flics les frappent en pleine rue.

Deux jeunes, éméchés, vers 23 heures s'en prennent à une voiture de pompiers dans le centre de Corbeil. Un car de flics arrive ainsi qu'une Renault 12. Deux individus descendent de celle-ci, nerfs de bœuf à la main, et frappent les jeunes, en laissant un sur le carreau. Les flics regardent faire. Parmi les deux individus l'un est candidat sur la liste de Dassault aux élections municipales et membre connu du SAC.

Dernièrement, les flics perquisitionnent chez une famille immigrée, sans mandat, alors que personne n'est là, sauf une fillette de 12 ans. Ils cassent du matériel dans l'appartement. La mère arrive et proteste, les flics lui lancent : *«T'as qu'à aller te faire rembourser par les assurances Abdallah et Cie».*

Omniprésents, les flics le sont par le système de l'îlotage, des rapports oraux effectués toutes les heures au commissariat. Par l'espionnage aussi : n'a-t-on pas appris qu'ils avaient installé

(Suite de la p.5)
dans un appartement un système de surveillance télévisée ?

SAC et Cie...

Et aux côtés de la police dite officielle, il y a la parallèle : le SAC. Les deux, évidemment, sont très liées l'une à l'autre et les frontières sont floues. Une de ses figures bien connues est le dénommé Valle, dit Benoit, lui aussi candidat sur la liste de Dassault fils. Ce monsieur, qui est patron de bistrot dans une des cités populaires, est bien connu pour son refus de servir les clients immigrés, pour lâcher ses chiens dressés contre les jeunes, pour manier le nerf de bœuf.



Paroles de député

Bossner est député RPR de la circonscription de Corbeil. Voici ce qu'il écrivait il y a déjà quelque temps : *«Le moment n'est-il pas venu d'introduire dans notre arsenal pénal des peines plus appropriées à ces délits de violence, sans exclure, à la limite, les châtiments corporels ?»*

En somme, il s'agissait de légaliser la torture. A Corbeil, certains ont déjà suivi ses conseils !

Lors de la campagne électorale, les troupes du SAC, bénéficiant (cela va de soi) de la bienveillance de la police ont agressé à plusieurs reprises des jeunes, leur ont tiré dessus avec des fusils.

Et la municipalité ?

On peut juger à l'examen de ces faits de tout l'intérêt qu'ont les jeunes à vivre dans une municipalité contrôlée par le PCF. Voyons quelles sont les activités de celui-ci.



Manifestations contre les agressions fascistes à Corbeil.

1973 : les jeunes du quartier populaire de Monconseil s'opposent à la démolition de la maison des jeunes. La municipalité envoie des bulldozers, comme ça ne suffit pas, elle fait intervenir les CRS qui matraquent.

Alors que les flics agressent les jeunes et dernièrement vont jusqu'à torturer, la municipalité se tait. Mieux que ça, elle a un projet d'installation d'un commissariat dans le quartier populaire des Tarterêts.

Quand, dernièrement, les jeunes s'organisent et manifestent pour faire face aux agressions du SAC, elle les traite de «provocateurs» et proclame bien haut que les fascistes ont le droit de s'exprimer. *«De nous tirer dessus»* disent les jeunes.

Alors que les jeunes se sont organisés sur deux quartiers populaires pour prendre en main leurs loisirs sur le quartier, la municipalité tente par tous les moyens de saboter leurs efforts. Sur le quartier des Tarterêts, les jeunes se battent pour obtenir un Mille club (c'est-à-dire un foyer fourni par la Jeunesse et les Sports). Ils veulent que ce soit leur affaire, sous leur contrôle, où ils puissent organiser des loisirs selon leurs goûts (et non à celui de la petite bourgeoisie locale). La municipalité ne cesse de leur mettre des bâtons dans les roues : elle ne veut surtout pas que les jeunes puissent s'organiser de façon indépendante !

Des choses qui changent...

Dans les quartiers populaires de Corbeil, des choses ont commencé à changer. Les jeunes, français et immigrés, collégiens et chômeurs, s'organisent de plus en plus pour imposer leur droit à prendre en main leur vie sur leurs quartiers, pour faire face à la répression. Le goût du collectif, le sens de la solidarité marquent des points. Sur les deux principaux quartiers, ils ont créé leurs propres associations : l'association des jeunes des Tarterêts et celle de Monconseil.

Création d'un comité contre la répression

Pour dénoncer les tortures, lutter contre la répression le racisme et les activités fascistes, les jeunes des quartiers populaires viennent de créer un comité de lutte.

Là où il y a oppression, il y a révolte ! Celle-ci est en train de s'organiser.

Ces laissés-pour-compte sont de plus en plus décidés à faire entendre leur voix. Quand ils ont manifesté à plusieurs centaines pour riposter aux agressions fascistes, il y a deux mois, c'était ce que cela signifiait.

André Colère

Bavures ?

Dans un tract dénonçant les faits que nous relatons, la cellule Suzanne Masson du PCMLF déclare :

«De telles pratiques ne sont pas isolées : Thévenin pendu dans sa cellule, la petite Malika, 8 ans, morte à la suite de son interrogatoire, la mort soi-disant accidentelle de Patrick Mirval, à Fleury-Mérogis, l'assassinat honteux de l'ouvrier Mohamed Diab, au commissariat de Versailles, Gilles Olivier, abattu par la police à St-Denis.

La liste pourrait être longue : s'agit-il de bavures ? Non ! La police est un détachement d'hommes armés au service de la classe bourgeoise, de véritables chiens de garde de ses intérêts. Ainsi, elle brise les grèves, les CRS (créés par le socialiste Jules Moch) sont chargés de disperser les manifestations ouvrières. C'est l'oppression et la répression de la bourgeoisie»

Defferre : les licenciements sont nécessaires

Le 16 avril se tenait au Palais Bourbon un débat organisé par le PS et les Radicaux de Gauche. Plusieurs ambassadeurs étaient présents, notamment ceux d'URSS et des USA. Une fois de plus, Defferre n'y a pas été par quatre chemins pour définir ce que serait la politique d'un gouvernement de «gauche». Il a d'abord tenu à affirmer que les licenciements continueraient à être nécessaires et que le gouvernement autoriserait les licenciements pour «raison économique». Par ailleurs, il a évoqué le risque de voir un mouvement d'occupation des entreprises se développer lors d'une victoire de la «gauche». Il a tenu à rappeler ce qu'il avait déjà dit à ce sujet : «le gouvernement saurait faire preuve d'autorité»...

Quant à Rocard, que l'«Aurore» gratifie du titre de «réaliste», il a tenu à expliquer que la question du chômage ne pouvait être résolu que dans le cadre de l'Europe. Ce qui signifie en clair : «chômeurs, expatriez-vous !»...

Andrieu dans le «New-York Times»

Le journal américain «New York Times» a publié dernièrement un article du rédacteur en chef de l'«Humanité», Andrieu. Celui-ci cherche ainsi à rassurer la superpuissance US sur une éventuelle participation du PCF au gouvernement. Andrieu, dans ce but, rappelle que le PCF ne demande pas le retrait de la France de l'Alliance Atlantique, et s'engage à entretenir de bonnes relations avec les USA.

Jeu subtil dont l'objectif est d'éviter que les Américains considèrent que l'arrivée du PCF au pouvoir permettrait une pénétration de l'URSS.

Vers un nouveau trucage électoral

Depuis quelque temps, on discute beaucoup dans les sphères gouvernementales du recours à un nouveau mode de scrutin électoral pour 1978, le scrutin proportionnel. Peyrefitte a fait à ce sujet des déclarations qui y sont tout à fait favorables. De son côté, le premier ministre a affirmé qu'il ne fallait pas «faire preuve de dogmatisme», ce qui signifie que lui-aussi en est partisan. Seule difficulté selon lui : «Il faut éviter que cela apparaisse «comme une manière de trucage».

Et pourtant ... Ce nouveau mode de scrutin permettrait d'éviter un déséquilibre électoral en faveur de «l'Union de la gauche» en 78. Celle-ci se trouverait d'ailleurs ainsi prise au piège. Le Programme commun ne prévoit-il pas: «la loi électorale instituera la représentation proportionnelle pour les élections à l'Assemblée nationale ». En tout cas, tout ceci montre une chose : les partis bourgeois manipulent les élections en fonction de leurs intérêts.

Soporifique...

Parmi les différentes mesures de réactualisation du programme commun, le PCF propose la signature d'un traité de non recours à la force de l'URSS.

Parfait. Encore faut-il que le social impérialisme russe fasse la preuve de son intention de ne pas recourir à la force. Or les faits prouvent exactement l'inverse. Pourquoi, sinon se livre-t-il à l'espionnage à grande échelle dans notre pays ? Pourquoi ses navires de guerre viennent-ils violer les eaux territoriales françaises ? Pourquoi occupe-t-il toujours la Tchécoslovaquie ? Pourquoi a-t-il organisé l'invasion du Zaïre ? L'URSS a recours à la force et se prépare à y recourir encore plus. La demande du PCF n'a qu'un but : endormir toute vigilence face à ces menaces.

Pour le PCF, les colonies c'est la France

Parmi les différents points de la «réactualisation» du Programme commun, il en est un qui retiendra l'attention des patriotes des pays encore colonisés par la France, les «DOM-TOM».Le Programme commun traitait de leur sort dans sa partie concernant la politique extérieure pour définir un nouveau statut colonial. Après réflexion, messieurs les révisionnistes ont trouvé à juste titre qu'il y avait une contradiction dans leur position : comment en effet traiter en politique extérieure de pays auxquels on refuse l'indépendance? Ils ont donc décidé que désormais la question des colonies françaises serait placée dans la partie du Programme commun concernant la politique intérieure. La Guadeloupe, la Martinique, la Réunion etc selon Marchais, c'est la France.

Pour justifier leur défense du colonialisme, ils font appel à la *«position des formations démocratiques des DOM qui réclament l'autonomie démocratique dans le cadre de la République française»*.

Quand ces gens-là disent «démocratiques», traduisez «colonialistes» !

• Kampuchéa démocratique

Le 17 avril, le Kampuchéa démocratique (Cambodge) fêtait le 2ème anniversaire de sa libération.

Grâce aux efforts déployés par le peuple, sous la direction de son avant-garde révolutionnaire, le pays se suffit désormais en céréales et a même commencé d'en exporter. Dans les villes comme dans les campagnes, un grand mouvement a été déclenché pour en finir avec le fléau de la malaria dont la morbidité a été réduite de 70 %. De grands succès ont été atteints dans la mise en place d'un système d'éducation pour jeunes et adultes. Les conditions de vie de tout le peuple s'améliorent progressivement. Les soldats, ouvriers et paysans cambodgiens ont brisé tous les complots des ennemis et leurs réseaux d'espionnage et défendent victorieusement les acquis de la révolution.

La presse impérialiste et réactionnaire peut bien cracher son venin, elle n'empêchera pas le peuple cambodgien d'avoir des millions d'amis partout dans le monde.



Au Kamputchéa, la culture du riz connait un développement vigoureux.

• Albanie

Les travailleurs albanais s'apprêtent à célébrer la fête de la classe ouvrière le 1er Mai.

De nombreux collectifs de travailleurs ont réalisé le plan janvier-mars avant terme, livrant de bonnes quantités de produits en plus du plan.

Par rapport à la période correspondante de l'année dernière, les agriculteurs sont maintenant plus en avance dans les préparatifs et les semailles de printemps.

Ces résultats sont le fruit d'un travail persévérant et bien organisé, de l'atmosphère révolutionnaire suscitée par la campagne des élections aux conseils et aux tribunaux populaires et des directives précieuses données par le camarade Enver Hodja lors de sa rencontre avec les membres actifs du parti du district de Vlora; ils sont le fruit de l'émulation socialiste que développent les travailleurs pour s'avancer vers le 1er mai et le 8e Congrès des Unions professionnelles d'Albanie, fixé en juin prochain, avec des succès encore plus grands.

• Belgique

La Belgique compte actuellement plus de 255 000 chômeurs, soit 9,6 % du total des travailleurs ; parmi eux, 35% ont moins de 25 ans.

Parmi les plus touchés, les femmes : dans le textile et la confection, le nombre des chômeurs a augmenté de 15,5 % en un an.

• Inde

Satyanarain Singh, secrétaire général du Parti naxaliste (communiste marxiste-léniniste) a demandé, au cours d'une conférence de presse, au nouveau gouvernement indien une libération générale de 12 000 membres de son Parti emprisonnés dans diverses régions.

Evadé de sa prison, Singh est lui même clandestin. Il a révélé que la plupart des «naxalistes» détenus avaient été emprisonnés sans jugement par l'ancien gouvernement, en raison de la loi sur l'état d'urgence.

• Atome

D'après le Docteur S. Eklund, président de l'Agence internationale pour l'«énergie atomique», un certain nombre de pays du tiers monde auraient décidé, en riposte à l'embargo américain sur les centrales atomiques, de dénoncer leur participation au Traité de non-prolifération nucléaire.

Invention des deux superpuissances, ce traité prétend interdire aux pays du tiers monde de se doter d'une industrie nucléaire indépendante. Ce traité, qui n'a jamais été signé par la Chine ni la France, est en fait un véritable diktat visant à assurer l'hégémonie des superpuissances dans le domaine nucléaire. Cette nouvelle position de ces pays du tiers monde est assurément le signe d'une profonde prise de conscience de la nécessité, pour eux, de l'independance dans le domaine énergétique comme dans tous les domaines.

• Jeux Olympiques

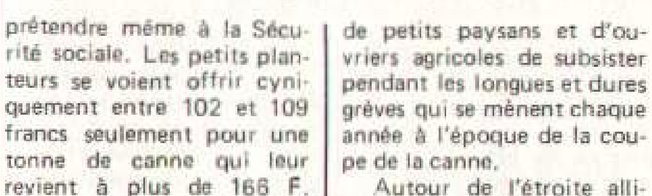
Les peuples d'Afrique ont marqué un point important face à cette institution encore souvent rétrograde qu'est le Comité olympique international. L'assemblée générale des comités olympiques nationaux, réunis à Abidjan, a en effet décidé que le COI devrait suspendre tout comité entretenant des rapports avec les fédérations racistes d'Afrique du Sud et de Rhodésie.

Votée par 35 pays contre 17, cette décision est un nouveau pas dans l'isolement des régimes racistes de Vorster et de Smith.

GUADELOUPE : GREVE DANS LA CANNE A SUCRE

Ces jours-ci en Guadeloupe, les pieds de canne à sucre pourrissent dans les champs cernés par les CRS et les «képis rouges». Comme chaque année, maintenant, quand s'ouvre la campagne sucrière, les ouvriers agricoles, les petits planteurs, les ouvriers des centrales sucrières, sont en grève. Une grève dure, exemplaire, autour de laquelle se noue la solidarité de tout un peuple en lutte pour arracher l'indépendance nationale.





Manifestation d'ouvriers agricoles et de petits planteurs.

C'est le colonialisme français qui, liquidant progressivement les cultures secondaires (café, vanille, coprah), et vivrières, a couvert la Guadeloupe de champs de cannes à sucre et de bananeraies. La canne représente aujourd'hui 50 % de l'économie guadeloupéenne, avec 48 % des surfaces cultivées. Les produits alimentaires de base doivent être importés de la métropole à des prix exorbitants.

Mais les temps ont changé. Soumis à une rude concurrence internationale, confrontés à des luttes ouvrières et paysannes de plus en plus déterminées, les propriétaires fonciers et les capitalistes usiniers français ne font plus assez de profits avec le sucre guadeloupéen. Aussi ont-ils entamés la liquidation pure et simple de l'économie sucrière guadeloupéenne pour aller investir ailleurs, en Haïti ou à St-Dominque.

Misère et répression

Déjà cette année, les ouvriers qui coupent la canne ne trouvaient guère de travail que deux ou trois jours par quinzaine, ce qui leur procure un salaire inférieur à 300 F par mois, pas assez pour prétendre même à la Sécurité sociale. Les petits planteurs se voient offrir cyniquement entre 102 et 109 francs seulement pour une tonne de canne qui leur revient à plus de 166 F.

La place que tient la canne dans l'économie guadeloupéenne, le fait que le préfet ait volé au secours des capitalistes usiniers, la répression déclenchée contre les grévistes, avec la bénédiction des dirigeants révisionnistes du PCG et de la CGTG donnent à cette lutte une dimension nettement politique. C'est tout le peuple guadeloupéen qui est concerné, c'est tout le peuple qui s'unit dans la lutte, pour en finir avec l'exploitation coloniale.



Résistance et union du peuple

Depuis plusieurs années déjà, ouvriers et paysans guadeloupéens se sont dotés de syndicats de classe qui combattent la soumission au colonialisme et la collaboration de classe prônées par les tenants du Programme commun et les centrales syndicales qu'ils contrôlent. L'Union des paysans pauvres de Guadeloupe (UPG) par exemple popularise activement le développement de groupes d'entr'aide entre les petits paysans. Elle a pour mot d'ordre la création d'une «agriculture de résistance» : parvenir à ce que 30 % des terres consacrées à la canne soient consacrées aux cultures vivrières et à l'élevage pour permettre aux familles de petits paysans et d'ouvriers agricoles de subsister pendant les longues et dures grèves qui se mènent chaque année à l'époque de la coupe de la canne.

Autour de l'étroite alliance des ouvriers et des paysans et de leurs syndicats de classe, un vaste front syndical anti-colonialiste rassemblant une vingtaine d'organisations guadeloupéennes vient de se former. Il s'est fixé comme tâches de développer la lutte anti-coloniale, de déclencher des actions de harcèlement des capitalistes dans tous les secteurs, de soutenir les luttes ouvrières et paysannes.

Le 1er et le 2 avril, à Point-à-Pître, un meeting et une manifestation de rues ont rassemblé plus de 2 000 personnes soutenant les grévistes de la canne et affirmant leur volonté de s'unir dans la lutte de libération nationale pour mettre fin à l'exploitation coloniale.

La petite bourgeoisie, touchée, elle aussi par la politique anti-populaire du colonialisme français commence à se sentir concernée par ces luttes comme en témoigne le geste des enseignants guadeloupéens qui ont versé leur journée de salaire du 1er avril en soutien aux grévistes de la canne.

La classe ouvrière est à la tête de ce combat de libération nationale; c'est ce qui explique que les idées marxistes-léninistes trouvent un grand écho au cœur des masses guadeloupéennes opprimées par le colonialisme français.

Annie Brunel

ZAIRE
Les mensonges de l'Agence Tass

Avec la contre offensive de l'armée zairoise, soutenue par les troupes marocaines, l'agression impérialiste russe contre le Zaire semble être entrée dans une phase de repli importante.

Voyant que son opération d'agression s'est soldée par un échec et qu'il n'a, en fait, réussi qu'à se démasquer un peu plus et à resserrer les liens qui unissent les pays d'Afrique, le social-impérialisme russe se lance actuellement dans une campagne frénétique, par l'intermédiaire de l'agence TASS pour tenter d'une part de se disculper et pour attaquer d'autre part tous les pays qui se sont opposés à son agression.

Ce faisant, il s'enferre en fait dans de telles contradictions que son rôle n'en parait que plus évident. A vouloir trop en faire...

Une révolte ? non, une agression

Dès le début des combats et dans le souci de se dédouaner face à l'évidence de sa responsabilité, l'URSS a qualifié ce qui se passait au Zaire de conflit interne, «ces dernières des mouvements se sont produits dans le sud du pays contre le gouvernement central». Trois jours plus tard, TASS annonçait «l'insurrection de la population du Zaire gagne de nouvelles régions».

Ce qui est dommage pour elle, c'est qu'elle est la seule à l'avoir vue; les seules mobilisations populaires que l'on ait vuesau Zaire depuis un mois que durent les combats, ce sont des manifestations regroupant jusqu'à 300 000 ouvriers et paysans zairois contre l'agression dont leur pays était victime; quant aux mouvements dans le sud du pays, les seuls qui ont eu lieu sont les mouvements de troupes des deux colonnes katangaises venues d'Angola et équipées de matériel soviétique trés moderne dont des missiles sol-sol. Il faut d'ailleurs avoir de trés mauvais yeux pour confondre les masses populaires zairoises avec ces assassins depuis toujours au service de l'impérialisme que sont les gendarmes katangais, aujourd'hui mercenaires de Moscou après avoir servi successivement les impérialistes belges, lors de la sécession du Katanga, et lors de la prise de pouvoir de Tschombé, puis les impérialistes portugais contre le peuple angolais.



Mercenaires katangais avec leur chef Mbumba.

Une ingérence ? oui, du social-impérialisme

Selon son principe favori, l'agence TASS essaie ensuite de renverser les rôles. «Il s'agit, dit-elle, d'une affaire intérieure zairoise dans laquelle des pays d'occident, du Moyen Orient et la Chine se sont immiscés, », et de continuer, vertueuse, «chaque peuple et seulement lui peut régler ses problèmes intérieurs». On pourrait tout d'abord s'étonner de n'avoir pas entendu TASS tenir le même langage lors de l'intervention de milliers de soldats cubains venus pour «régler les problèmes» du peuple angolais; il est vrai que Moscou a lui-même aussi «réglé les problèmes» du peuple tchécoslovaque en 1968 et que là non plus, l'agence TASS n'avait rien dit dans ce sens.

Nous, marxistes-léninistes nous disons que nul ne peut prétendre régler les affaires d'un peuple à sa place.

C'est pourquoi, nous nous prononçons contre toute agression contre un pays indépendant et c'est pourquoi nous soutenons tout ce qui va dans le sens du soutien à un peuple agressé pour sauver son indépendance. Pour le Zaire, qui est l'agresseur ? Est-ce le Maroc, la France ou la Chine, comme le dit Moscou? NON, l'agresseur c'est le social-impérialisme par le biais de ses mercenaires katangais qu'il a armés, équipés et «formés idéologiquement».

Des calomnies ? oui, encore du social-impérialisme

Une autre méthode enfin, et non la moins crapuleuse, qu'utilise l'agence TASS pour tenter de semer le trouble pour mieux infiltrer son idéologie impérialiste, c'est de sortir les mensonges les plus gros; il en reste toujours quelque chose ... C'est ainsi que d'après l'agence TASS, on a vu successivement au Zaire, des soldats égyptiens, israéliens et même sud-africains. L'Egypte a démenti officiellement; en ce qui concerne les régimes sioniste israélien et raciste sud-africain, c'est faire une grave insulte à tous les peuples d'Afrique que de prétendre qu'un pays indépendant et qui n'entretient aucune relation diplomatique avec Israel ou l'Afrique du Sud puisse tolérer que l'un des deux mette le pied sur son territoire.

Ainsi donc, en s'enfonçant dans ses propres mensonges, l'agence TASS ne fait que mieux se dévoiler et mieux dévoiler la nature du social-impérialisme : principal ennemi des peuples d'Afrique.

Dans son numéro 999 du samedi 9 avril, Libération publie un article dont le titre fracassant est : «Mercenaires marocains et chinois pour Mobutu». Or à la lecture de l'article, on s'aperçoit avec étonnement qu'il parle du recrutement de mercenaires aux USA, de l'envoi de soldats marocains et du «FNLC». Et les mercenaires chinois ? Rien ! Et pour cause ! Seule, une phrase qui dit «Quant à l'aide chinoise, qui, semble-t-il se limite à des vivres, elle devrait arriver sous peu par avion et par bateau».

Y'a pourtant un proverbe qui dit «quand on sait pas, on se tait» et un autre qui dit «plus le mensonge est gros, plus il a de chance de passer».

un lecteur d'Aix en Provence

LES RAISONS D'UNE CAMPAGNE ANTICHINOISE

Par Régis Bergeron

Depuis six mois, on assiste à une recrudescence de la campagne antichinoise. Permanente, certes, il arrive qu'elle atteigne à certains moments des cimes qu'il paraît difficile de dépasser. C'est le cas actuellement. Pour faire le point, nous avons demandé à Régis Bergeron son opinion sur cette campagne. Sa longue connaissance de la Chine, ses séjours prolongés dans ce pays — une dizaine depuis 18 ans —, ses observations sur le terrain même, ses informations de première main (qui ont nourri deux ouvrages parus en 1968 et 1969) font en effet de lui un témoin particulièrement autorisé à répondre à ces questions.

— Q : Les livres défavorables à la Chine se multiplient ces temps-ci. Bien sûr, il y en a eu bien d'autres auparavant, mais comment expliquer cette soudaine prolifération?

R : Premier fait : le président Mao est mort voilà 7 mois. Certains bouleversements ont suivi cette disparition. Il y a comme cela des évènements majeurs : rentrée de la Chine à l'ONU, échec du complot de Lin Piao dans les conditions connues, etc. Il s'ensuit un regain d'intérêt pour la Chine. C'est ainsi chaque fois qu'elle occupe, pour un temps, le premier plan de l'actualité. En général, la Chine ça «se vend bien».

Il y a donc toujours des plumitifs et des éditeurs à l'affût pour profiter de cet aspect, disons commercial, de l'actualité. Mais comme toujours, ce sont les explications politiques qui doivent être mises en avant. Il s'agit, chaque fois que l'intérêt, que la curiosité pour la Chine redoublent, d'éviter qu'ils se transforment en sympathie, en amitié.

Toujours le fameux «cordon sanitaire» ! Comme la Chine s'ouvre de plus en plus, même aux regards des plus indiscrets, il convient d'éviter à ceux qui n'y sont pas allés la contagion de l'enthousiasme qui reste, quoi qu'on en dit, le sentiment des voyageurs. D'où cette thérapeutique de la douche froide.



Actuellement, en Chine, un grand mouvement d'étude du marxisme : cadres et paysans commune populaire de minorités nationales dans le Nord-Ouest étudient les écrits de Mao Tsé-toung.

– Q : Est-ce que ces livres ne répondent pas à l'espoir déçu qu'après la mort du président Mao, la Chine devait sombrer dans le chaos ?

R : Certainement. On nous avait prédit des lendemains apocalyptiques. Bien sûr, il y avait le précédent de la mort de Staline. Mais justement, le Parti communiste chinois sait s'inspirer des exemples négatifs, et il a pris à temps les mesures qui s'imposaient pour que continue l'œuvre du président Mao dans la fidélité à la ligne définie par lui. Sans doute, rien n'est simple, de nombreuses difficultés ont dû être surmontées et d'autres devront l'être encore.

Il faut se garder de toute vue idyllique, idéaliste des choses, de la révolution, de la construction du socialisme. La route qui y conduit est tortueuse pas toujours facile à suivre, surtout vue d'ici, et il faut le comprendre ; il peut y avoir des reculs, des revers, mais que voyons-nous aujourd'hui ? Un pays qui, pour tous, continue d'avancer, où se multiplient depuis six mois les conférences nationales – parfois avec dix mille participants – consacrées à l'agriculture, à l'industrie, aux transports, etc. Un pays riche des acquis de la Révolution culturelle qu'on appelle sans cesse à défendre et à renforcer, et dont les 800 millions de citoyens, trempés dans de multiples et âpres luttes, sont associés à cette entreprise exaltante dont l'objectif a été défini par Mao Tsé-toung dès la proclamation – et avant même – de la République populaire et réitéré à maintes reprises par le premier ministre Chou En-laï : transformer ce pays, il y a seulement 28 ans encore réduit à un état semi-colonial, en un pays doté d'ici la fin du siècle d'une industrie, d'une agriculture, d'une science et d'une armée des plus modernes.

Il y a bien là de quoi susciter le dépit et la hargne des ennemis de la Chine populaire. On peut remarquer d'ailleurs qu'ils ne crient jamais tant et si haut que chaque fois que la Chine remporte des succès.



Régis Bergeron lors de l'hommage à Mao Tsé-toung le 18 septembre 1976

Régis Bergeron
– Journaliste depuis 30 ans.
– Chef des services parisiens de Ce soir en 1949 – 50
– Secrétaire général des Lettres françaises de 1950 à 1954
– Chef de la rubrique culturelle de l'Humanité et critique littéraire de 1953 à 1959
– Rédacteur en chef adjoint de France nouvelle de 1961 à 1963.
– Conseiller auprès des Éditions en langues étrangères de Pékin et Professeur de littérature française moderne à l'Université de Pékin de 1959 à 1961.
– Ancien rédacteur en chef de l'Humanité nouvelle.

– Q : Ces détracteurs de la Chine ne sont pourtant pas tous du même tonneau...

R : Non, en effet. Il y a, disons, les antichinois patentés, viscéraux. Par exemple ce diplomate, Rickmans, qui signe Simon Leys et qui devait avouer, il y a deux ans, que même certains de ses amis étaient agacés par sa «propension monomaniaque à dénoncer le maoïsme» («Contrepoint», No 19, 1975). Il assurait alors dans cette revue sévir pour la dernière fois, ayant vidé son sac. Il n'en a pas moins récidivé, et cette semaine encore dans l'«Express», en s'en prenant au livre, modeste, honnête et vrai d'Alain Bouc, «La Chine après la mort de Mao» (Ed. du Seuil), un des rares ouvrages écrits récemment à contre-courant de cette vague antichinoise.

Il s'agit pour la plupart du temps de gens qui n'ont aucun contact réel avec la Chine populaire, qui n'y ont parfois fait qu'un court voyage, déjà bien lointain dans le temps, ou même qui n'y ont jamais mis les pieds. Ces curieux «témoins», à défaut de matériaux d'information pris sur place, vont donc puiser leur inspiration dans les diverses officines qui pullulent, à Taïwan, Hong-Kong ou autres lieux.

De leur chasse au sensationnel, ils nous livrent ainsi des analyses partisanes, étayées parfois de «documents» attribués à tel «dissident», à tel contestataire, procédant non seulement comme si les moyens d'information n'existaient pas en Chine même, mais avec l'intention délibérée de jeter la suspicion sur ces moyens d'information directe. Y recourent-ils qu'ils font preuve d'une agilité prodigieuse à retourner la vérité comme un gant. Ainsi de Lucien Bianco voilà quelques années, de Claude Cadart récemment, de Jean-Luc Domenach, qu'il écrive sans ou sous son pseudonyme, et, à un niveau difficile à dépasser dans le genre, de ce Viénet créateur d'une «bibliothèque asiatique» dont le seul objet est de dénigrer la Chine, et aujourd'hui même bien embarrassé d'un film trouvé à Hong-Kong, qu'il espérait sans doute devoir être un brûlot, et désavoué par ceux-là mêmes qui sont supposés être ses héros, un quarteron d'émigrés... Une véritable mafia ! Tels sont les fameux «China watchers», ces prétendus observateurs de la Chine auxquels, avec l'édition, radios et télévision demandent à leur public de faire crédit.

Q : Et les autres ?

R : Eh bien, Jacques et Claudie Broyelle avec leur «Deuxième retour de Chine» m'en semblent être le prototype. Les vieux militants connaissent bien le phénomène. Ils ont connu Gide et, après son défavorable «Retour de l'URSS», son tout aussi défavorable «Retouche à mon retour de l'URSS». Le second livre de J. et C. Broyelle, écrit sur le ton du règlement de compte hargneux, amoncellement de traits négatifs, type même du témoignage où l'arbre cache la forêt, ressortit à la même démarche, quelques années après «La moitié du ciel» où il ne serait d'ailleurs pas difficile de retrouver en germe le retournement de jugement qu'un idéalisme initial devait inévitablement entraîner. A subjectivisme, subjectivisme et demi...

L'histoire du mouvement ouvrier pullule de ces gens qui ne pardonnent pas à la révolution de ne pas avoir le visage qu'ils avaient imaginé. Ne reconnaissant pas *leur* révolution, ils l'accusent de trahison, se transforment volontiers en donneurs de leçons, en professeurs ès-socialisme. Peut-être faut-il revenir à Mao Tsé-toung, qui a bien su montrer la fragilité des éléments de la petite bourgeoisie, leur instabilité, leur versatilité.



Le tome V des œuvres de Mao Tsé-toung sort ces jours-ci en Chine (1949-1956). Les usines d'encre et de papier, les imprimeries, se sont mobilisées pour le tirer à 100 millions d'exemplaires.

Q : Il leur arrive de céder à la mode...

R : Oui, et il y a eu un temps où la Chine, ça se portait bien, au sens de l'engouement pour les costumes Cardin... Et puis, à un moment de leur vie, ces éléments ont une attitude volontiers provocatrice à l'égard de leur classe d'origine, mais vient pour certains d'entre eux un temps où l'enfant prodige ayant jeté sa gourme est prompt à regagner le giron familial. Ont-ils jamais été communistes ? pour le socialisme ? peut-être l'ont-ils un instant pensé, s'illusionnant – et peut-être de bonne foi – sur eux-mêmes. En vérité, avec la Chine, ils s'étaient trompés de révolution ! Quels que soient les alibis qu'ils mettent en avant pour rejeter l'expérience chinoise, c'est clair ; et ce n'est pas par hasard si, en même temps, ils remettent en cause tout l'enseignement de Lénine sur le Parti du prolétariat, l'État prolétarien, etc. Ce qui fait du «deuxième retour de Chine» non seulement un livre anti-chinois, mais un livre anti-communiste, anti-marxiste, en dépit de quelques références à Marx et Engels. A le lire, on trouverait presque positif l'ouvrage d'Alain Peyrefitte qui, lui, du moins, comportait deux volets. Et Peyrefitte n'essaie pas de se faire passer pour autre chose que ce qu'il est, un bourgeois. Il faudrait parler aussi des illusions libertaires...

– Q : A propos de «Libération» ?

R : Par exemple. Voilà un journal qui, dans les pages qu'il consacre depuis un certain temps périodiquement à la Chine, se situe à la pointe des antichinois. Sans doute cette véritable campagne, où tous les moyens sont bons pourvu qu'ils contribuent à discréditer la Chine et à en faire un repoussoir en particulier en direction des jeunes lecteurs, est-elle le reflet de cette méprise idéologique à laquelle ont pu donner naissance certains aspects et certains moments de la révolution culturelle, de cette confusion entre des avatars circonstanciels d'une révolution d'essence socialiste et des aspirations libertaires. A la faveur de mai 1968, surtout... Mais le greffon de l'anarchie sur le marxisme-léninisme ne peut pas prendre...

Q : Comment répondre à cette offensive ?

R : On constate que tous les mass-media : presse, maisons d'édition, radios, télévision accordent à ceux dont nous venons de parler le monopole de l'information sur la Chine avec complaisance. Le but est d'occulter la réalité chinoise, ce qu'elle représente pour 800 millions de Chinois et aussi pour tous les peuples du monde. Par contre, ils ignorent avec le même esprit de système les amis de la Chine, en particulier les militants de l'Association des amitiés franco-chinoises, parmi lesquels se trouvent des gens qui ont fait de nombreux séjours prolongés en Chine, y ont travaillé parmi le peuple chinois, ont écrit sur leur expérience, et manifestent moins d'ostentation dans l'affirmation de cette connaissance de la Chine que n'en apportent ces faux témoins à étaler leurs élucubrations.

Voyez avec quelle discrétion est accueilli par ces mass-media le livre d'Alain Bouc ! Nous avons ce livre à notre disposition comme contre-poison, nous avons les films de Joris Ivens et Marceline Loridan, «Comment Yukong déplaça les montagnes», nous aurons bientôt le cinquième volume des «Oeuvres choisies» de Mao Tsé-toung, nous avons depuis peu son discours «Sur les dix grands rapports». Il faut se servir de tout cela, des manifestations et des publications des AFC, d'autres bons ouvrages, comme cette importante somme sur la Chine que vient de publier M. Tsien Tche-hao, «La Chine» (Ed. Librairie de droit et de jurisprudence), etc.

Il y a ceux dont nous avons parlé tout à l'heure ; il y en a bien d'autres parmi ceux qui tentent de renverser le courant de sympathie à l'égard de la Chine, tels cette poignée de sinologues et de sinisants si prompts dès octobre à trancher sur la justesse ou le caractère erroné de la politique chinoise, ou Philippe Sollers, exemplaire dans l'inconsistance et l'inconstance, mais ils appartiennent encore à une autre catégorie. Mais voyez donc plutôt le succès que viennent de remporter les Ballets de Changhaï, avec ce témoin de la culture chinoise nouvelle, socialiste, «La Fille aux cheveux blancs» ! Non, malgré le matraquage sans précédent dont nous venons de nous entretenir, la Chine populaire ne manque pas d'amis dans notre pays.

USINOR-THIONVILLE

UNION, ACTION, OCCUPATION !

Appel d'un militant marxiste-léniniste de l'usine, ouvrier depuis 20 ans à Usinor, dirigeant de la grève de 1967.

Il y a exactement 10 ans, les travailleurs de l'usine se mettaient en grève aux côtés des sidérurgistes et des mineurs de fer de Lorraine.

Les anciens s'en souviennent : les patrons avaient mobilisé les CRS et faisaient tout pour casser la lutte.

En avril 1977, c'est beaucoup plus grave. Travaillerons-nous à Thionville demain ? Serons-nous déportés ou licenciés : voilà l'enjeu de la lutte !

Que s'est-il passé le 5 avril dernier ?

Ce jour-là nous étions 2 000 devant le portail de la route de Metz : c'était formidable ! Rien ne nous empêchait, comme cela avait été décidé, de tenir le meeting devant les grands bureaux. Il suffisait d'ouvrir la porte tenue fermée par une chaîne ! Mais les directions syndicales ne l'ont pas voulu : elles ont dit non à l'ouverture des grilles, sans même nous consulter. Il y a 10 ans, ça se serait passé autrement ! Mais en 1977, on ne nous demande plus rien, sinon d'obéir et de défiler. La démocratie prolétarienne, la démocratie des travailleurs en lutte, c'est terminé ! La nouvelle règle maintenant, c'est l'unité intersyndicale, l'unité de l'OS à l'ingénieur, l'unité à tout prix. Tout est décidé sans nous. Cette unité-là camarades, nous savons tous qu'elle ne mène à rien...

A propos des cadres

Soyons francs : chaque fois que nous avons dû lutter pour notre pouvoir d'achat, nous nous sommes heurtés aux cadres qui ne cherchaient qu'à faire échouer nos grèves.

Pour la première fois, les cadres sont eux aussi victimes du patronat, nous nous réjouissons qu'ils soient à nos côtés dans la lutte, mais il faut que les choses soient claires : les ouvriers ont toujours été à l'avant-garde des luttes dans l'usine, et parce qu'ils ont une longue pratique de l'action, ils doivent rester la force dirigeante dans le combat que nous menons aujourd'hui pour la défense de l'emploi.

Oui à l'unité des ouvriers, des employés et des cadres dans la démocratie prolétarienne, non à une fausse unité intersyndicale qui mettrait les ouvriers à la remorque des cadres !

Faut-il occuper l'usine ?

L'occupation des usines est une vieille tradition. Quand les travailleurs se sentent gravement menacés, ils occupent leurs usines sans avoir besoin d'un vote à bulletin secret.

Nous devons en discuter ensemble et prendre la décision ensemble. Certaines organisations disent : «Nous irons jusqu'à occuper l'usine si les patrons veulent la démonter».

C'est se moquer du monde, car les patrons sauront attendre de nous avoir chassés de l'usine avant de démonter quoi que ce soit. D'autres disent : «Occuper l'usine, mais le patron ne demande que ça». C'est de l'intox, c'est un bobard patronal propagé par ceux qui veulent bien défiler dans la rue, mais qui se défilent quand il s'agit de passer à l'action dans l'usine.

Camarades, nos responsabilités sont grandes ! Nombreux sont les travailleurs qui nous regardent non seulement dans la sidérurgie, mais ceux de Fillod, de Soloci-Solomi et de toutes les petites et moyennes entreprises directement menacées par la fermeture d'Usinor.

La population compte sur nous. Appliquons la démocratie prolétarienne et décidons ensemble de l'action à mener ! Forgeons notre unité dans la lutte, français et immigrés au coude à coude ! Mobilisons autour de nous la population et nous ferons reculer USINOR !

15 000 à Paris. Un mot d'ordre de plus en plus largement repris : Union, action, occupation ! (Photo HR).





Succès de la fête des travailleurs mauriciens «sans papiers»



De fructueux débats... (Photo HR)

POUR UN SOUTIEN DE CLASSE ET DE MASSE

A travers plusieurs débats, des panneaux, des sketches, etc. les travailleurs mauriciens ont expliqué et révélé aux nombreux travailleurs français ayant répondu à leur appel leurs odieuses conditions d'exploitations et le dur combat qu'ils mènent et développent malgré les difficultés : leurs journées d'information à Vigneux les 22, 23 et 24 avril marquaient dans ce sens une étape importante et qui fut un succès.

Près de 100 personnes ont participé au débat sur des témoignages de femmes mauriciennes «importées» en France comme femmes de ménage (sinon pire), séquestrées, parfois battues et travaillant sans relâche pour... 700 F par mois !

Certaines, à Paris depuis un an, ne savent pas ce qu'est un ticket de métro. Elles sont nombreuses car elles parlent français et peuvent être exploitées sans limite à cause de leur situation «illégale» de sans papiers.

Elles sont nombreuses dans le Mouvement des travailleurs mauriciens (MTM) où elles sont très dynamiques et ont organisé le «groupe des femmes».

Plus de 300 repas servis le soir (attention au piment mauricien !) et autant pour entendre et danser sur la musique d'un orchestre mauricien !

– Plus de 100 personnes encore au colloque de l'après-midi où des Mauriciens du Havre, de Strasbourg, et aussi de Paris ont raconté leur venue en France, nourris d'illusions et de mensonges (tels ceux à qui on laisse croire que la Légion étrangère est une entreprise !).

Ils ont aussi expliqué leur difficile travail d'organisation, leurs luttes (grève de la faim), occupation des locaux de la main-d'œuvre à plus de 300 rassemblements, etc.) et leurs succès (régularisations mais toujours limitées).

Quel soutien ?

A leur demande de soutien, le PCF (qui détient la municipalité de Vigneux depuis mars) répondit que la seule chose que pouvait faire les travailleurs français était de donner à la France un gouvernement de gauche en 78 ; l'UFF proposa ses «commissions».

Un camarade indiqua que la voie était celle de la lutte (ce qu'avaient bien montré les diverses interventions) et d'un soutien de masse au combat des immigrés mauriciens informer les travailleurs français, les appeler à s'unir dans l'action aux Mauriciens quand ils prennent des initiatives pour obtenir gain de cause.

La journée s'est terminée à nouveau en musique.

** Le dimanche matin, un débat porta sur l'enjeu stratégique que représente dans l'océan Indien l'île Maurice (proche de la base américaine de Diégo Garcia). L'autre superpuissance l'URSS aimerait bien à y prendre pied !

FOYERS SONACOTRA

Les résidents vaincront !

Dans son bulletin d'information, le comité de coordination des résidents des foyers Sonacotra dénonce les manœuvres des dirigeants confédéraux, qui, sous l'impulsion des dirigeants du PCF ont mené avec la Sonacotra, et dans le dos des résidents, de sordides tractations.

Ces tractations, ont même abouti à des «accords» de l'aveu de la CGT (lors d'une conférence de presse) que les chefs syndicaux se proposent maintenant de faire avaler aux résidents.

Quant au comité de coordination, seul habilité à représenter les résidents, ils se proposent en fait de le détruire (c'est-à-dire de désarmer les résidents) ils veulent organiser des «élections» dans les foyers pour mettre en place une structure «représentative» à leur goût !

Les résidents ont lutté sans eux et malgré les tentatives pour les écraser, y compris celle du PCF.

Il faut avoir un grand mépris à leur égard pour croire qu'ils se laisseront berner par celles-ci.

Occuper les usines, préparer l'auto-défense

Ces dernières semaines ont vu se développer une forte tendance à l'occupation des usines, à des actions efficaces, tendance que la multiplication des appels aux rituelles «journées d'action» chères aux hauts états majors syndicaux ne peut enrayer.

Du même coup, les interventions des flics se multiplient.

Les patrons par ce biais parviennent encore souvent à leur fin :

– briser l'occupation et ainsi affaiblir la lutte : sortir la marchandise faire travailler les jaunes, etc.

– en fin de compte obtenir la reprise, encore avec l'aide des négociateurs professionnels des mêmes états majors syndicaux.

Les travailleurs sont en effet pour une bonne part impréparés face à ces interventions, ceci étant dû aux efforts des dirigeants révisionnistes, et réformistes pour rendre ces occupations le plus symbolique possible ainsi qu'au légalisme qu'ils cultivent dans les rangs ouvriers.

Mais c'est loin d'être toujours le cas : de nombreuses victoires ont été acquises notamment à la suite d'occupations ! Même en cas d'intervention des flics, dans d'autres cas, la lutte continue, et les travailleurs fournissent de plus en plus d'exemples de très sérieuse résistance aux interventions.

Voici deux cas qui illustrent ces divers aspects des luttes actuelles.

A la Général-Motors à Gennevilliers

Les flics ont vidé les travailleurs occupant l'usine. Les responsables syndicaux avaient fait de cette occupation leur affaire (les femmes en ont été exclues la nuit, ainsi que d'éventuels renforts de travailleurs venus d'ailleurs).

Quelques heures après l'intervention, pendant les «discours», des travailleurs bombardent les CRS de cacahuètes et autres menus objets : *«A quoi ça sert, ils vont répondre avec des mitraillettes»* dit une adhérente CGT.

Voilà l'esprit cultivé dans la CGT.

L'état-major CGT-CFDT a par la suite monnayé le retrait des flics contre la reprise : c'est un sabotage par la direction PC-PS qui tire les ficelles de l'intersyndicale !

A la laiterie Orlac-Gilca

Les travailleurs en grève pour des augmentations de salaire, bloquent la sortie de tout produit. Les flics interviennent une première fois : trois heures pour faire sortir quelques camions de produits d'ailleurs à la limite de la validité (yaourts, etc.) Une gréviste projetée contre un mur et blessée.

Le lendemain les flics reviennent (4 cars de CRS). Encerclés par les travailleurs qui refusent de quitter le terrain, les flics repartent trois heures plus tard sous les huées ! Les petits paysans (CDJA, paysans travailleurs) sont venus apporter leur soutien, et la solidarité se développe largement.

Double échec pour les patrons !



Manifestation des travailleurs de l'Alsthom-St-Ouen (Photo HR)

Classe contre classe

Un courant qui se renforce

Les conceptions quant aux objectifs, aux moyens et aux formes de lutte sont au cœur des débats actuels dans les masses.

Celles, révisionnistes et réformistes, des partis de gauche, n'ont en fait comme fondement que la défense du capitalisme et la lutte des clans bourgeois que représentent ces partis pour accéder au pouvoir. Aussi subissent-elles de sérieux revers ces temps-ci alors que celles des marxistes-léninistes sont toujours plus largement reprises par les masses : lutte classe contre classe, contre le système capitaliste, unité à la base, dans l'action, pour l'action, démocratie prolétarienne, etc

Ces faits sont particulièrement sensibles dans les syndicats et les rapports entre eux.

A la CGT

Le soutien au Programme commun devient de plus en plus une condition d'adhésion et les dirigeants se donnent les moyens «juridiques» d'exclure toute opposition. Ainsi, d'après les statuts du syndicat CGT métaux de Bordeaux Sud-Ouest «adoptés» à son congrès constitutif (7 entreprises présentes sur plus de 20 concernées !), l'exclusion pour *«motifs extérieurs à l'activité de la section»* (attaquer Séguy par exemple, a-t-il dit) sera du ressort *«d'une commission d'enquête de trois membres pris dans la commission exécutive»*.

Voilà le genre de réalité qui recouvre les discours du même Séguy ! Le révisionnisme est sur la défensive !

A la CFDT

Après le congrès du SGEN de l'USTA (Tri ambulant PTT), le congrès de l'UD CFDT des Bouches-du-Rhône condamne à son tour les fonctionnements non démocratiques, et la soumission à l'Union de la gauche.

La CFDT sidérurgie-lorraine, répond ainsi aux critiques d'aventurisme de la direction PCF de la CGT :

«La généralisation de l'action et l'occupation des usines sidérurgiques ne sont pas plus irréalisables qu'elles ne l'étaient en 1967 : elles sont tout simplement indispensables».

A Dubigeon Nantes

La CGT et la CFDT ont fait à peu près jeu égal aux élections. Mais un vote récent sur des propositions d'action a donné 80 % à celles de la CFDT, 15 % à celles de la CGT qui, depuis que plane la menace sur l'emploi, ne s'est pas associée à une «inauguration massive» de la foire de Nantes (au moment où s'y trouvait aussi le préfet) et à l'occupation (plus d'une heure) de la Chambre de commerce.

La perspective révolutionnaire dans les luttes d'aujourd'hui

Au moment de l'annonce du nouveau plan gouvernemental, les travailleurs font le bilan du précédent. Les promesses qui faisaient l'essentiel de la propagande du pouvoir, à savoir la résorption du chômage et la stabilité des prix, n'ont pas résisté plus de quelques semaines. Pour la classe ouvrière rien n'a changé, au contraire. Les salaires ont très peu augmenté et toujours moins que les prix des produits de consommation courante tandis que les licenciements ont augmenté en nombre pour atteindre suivant le chiffre officiel près de 1 100 000 chômeurs en mars.

Ce qui, on ne le répètera jamais assez, signifie au moins 1 500 000 chômeurs en comptant ceux qui sont à la recherche d'un premier emploi ou d'un nouveau travail après une interruption d'activité (pour les femmes notamment).

Aujourd'hui, c'est la même orientation qui se poursuit avec l'annonce de 20 000 licenciements dans la sidérurgie, la liquidation de très nombreux postes d'auxiliaires et non-titulaires dans le secteur nationalisé. Quant aux atteintes au pouvoir d'achat, elles se poursuivent par l'intermédiaire de la Sécurité sociale, la hausse des prix dont le gouvernement donne l'exemple avec l'électricité, l'essence, le tabac...

Les petits paysans ne sont pas mieux lotis que les ouvriers ou les employés. Après la sécheresse dont toutes les conséquences ne sont pas encore matérialisées, les gelées tardives du début de printemps apporteront de nouvelles difficultés aux petits agriculteurs et donnent l'occasion aux monopoles de l'industrie agro-alimentaire et aux gros paysans d'accentuer leur pression pour endetter puis éliminer la masse des petits producteurs.

Car telle est la loi du capitalisme en proie à une crise économique et politique internationale. L'aiguisement de la rivalité entre Etats impérialistes et truts internationaux, outre qu'il prépare les conditions d'une nouvelle guerre mondiale, a pour conséquence d'aggraver l'exploitation et l'oppression de la grande majorité de la population du globe.

Pour cette raison, la révolte des larges masses contre leurs conditions de vie et de travail qui se dégradent est propice au développement et à l'éveil de la conscience révolutionnaire dans la classe ouvrière principalement mais aussi dans d'autres classes sociales.

Ainsi en participant et en organisant les luttes de classe contre les licenciements, pour l'augmentation des salaires, les marxistes-léninistes s'emploient à combattre politiquement toutes les solutions de la bourgeoisie pour tenter de surmonter la crise en trompant les masses. Après le résultat des élections municipales qui prouve que les illusions sur les partis au pouvoir sont en train de tomber, il est plus que jamais nécessaire d'arracher son masque à la fausse gauche.

D'ailleurs, plus ils approchent du pouvoir, plus Marchais et Mitterrand révèlent leur vrai visage. N'est-ce pas Defferre qui annonçait récemment que les licenciements seraient inévitables avec le Programme commun ? N'est-ce pas Mitterrand qui a déclaré que les travailleurs ne seraient pas les maîtres des entreprises nationalisées ? N'est-ce pas Marchais qui déclarait aux patrons qu'ils «conserveraient 85 % des travailleurs» comme s'il négociait un troupeau ?

Dans les luttes de classe, au sein des syndicats, nous menons ce combat pour l'unité ; unité de la classe ouvrière, entre Français et immigrés (la vraie droite comme la fausse gauche parlent de donner du travail en priorité aux Français), entre ouvriers et petits paysans, entre ouvriers d'un même trust, entre jeunes et vieux (contre la préretraite au rabais pour «faire la place aux jeunes»).

Nous menons le combat pour la démocratie prolétarienne dans les luttes, pour la constitution des comités de grève. Nous menons le combat pour des formes de lutte qui ripostent à la violence des patrons et de leur police par l'occupation des usines et l'autodéfense contre les agression policières. Contre la crise capitaliste, forgeons l'unité de combat de la classe ouvrière et de ses alliés, seule force capable de renverser le système capitaliste et d'instaurer la société où le peuple sera le maître de l'État : le socialisme.

Guy Lebreton

Des femmes prennent la parole

Bien des obstacles pèsent sur les épaules des femmes qui les empêchent de prendre toute leur part dans la lutte des classes. A l'hôpital Corenti n Celton, ce sont essentiellement des femmes qui ont pris en main l'action syndicale sur de justes positions de classe. Nous avons rencontré quelques unes d'entre elles. Elles nous racontent leur expérience.

A l'hôpital, il existe une grosse majorité de femmes parmi le personnel. Dans notre service, il y avait 7 hommes et 21 femmes, presque tous syndiqués à la CGT. Mais il ne se passait jamais rien. Les délégués CGT avaient à notre égard un comportement à la fois «dragueur» et méprisant.

Nous étions «les petites jeunes» et nous n'avions qu'à la boucler. Alors nous avons décidé de prendre les choses en main. Au début, nous n'étions que trois, puis quatre femmes. Nous avons fait le tour du service pour discuter avec tout le monde et c'est comme ça que la lutte pour les week-end a commencé.

La direction avait envers nous une attitude méprisante, à la fois parce qu'on était des jeunes et des femmes. Les surveillantes ont toujours eu un comportemnt différents à l'égard des hommes et des femmes. Elles crient beaucoup plus sur les femmes, exigent d'elles plus de travail.

Le plus dur, ça a été la lutte à la maison

A la première réunion organisée, nous étions 9 dont 7 femmes. C'étaient elles les plus combatives. C'était encore plus net pour nos camarades antillaises qui sont de plus victimes du racisme de la direction, avant que les pontes CGT ne cherchent à casser cette unité.

Le plus dur au départ n'a pas été pour nous la lutte à l'intérieur de l'hôpital, mais celle qu'il a fallu mener en dehors, à la maison. Beaucoup d'entre nous se sont heurtées à l'incompréhension de leur compagnon ou de leur mari qui non seulement leur reprochait de ne plus s'occuper de la maison, mais en plus de prendre en main les problèmes de Corentin, sans leur avis : et c'est là où le bât blesse : *des femmes indépendantes et conscientes* des luttes à mener. Ils nous décourageaient en adoptant les mêmes positions que l'Administration (exemple : tu vas être licenciée, etc.) parce qu'ils voulaient nous garder sous leur domination.

Ces conflits à l'extrême ont amené des ruptures : pour les unes définitives, pour d'autres temporaires.

Grâce à leur détermination dans la lutte ont découvert un nouvel horizon ; elles ont pris conscience qu'elles pouvaient faire autre chose que ce qui leur avait été jusque là réservé.

Maintenant, dans le service nous sommes 36 dont 15 syndiquées à la CFDT. Pourtant, le travail syndical est plus difficile pour les femmes. Ell.s sont à fond dans les luttes sur le lieu de travail mais en dehors, elles ne sont plus disponibles.

Il y a dans notre service une mère de 3 enfants. Tous les jours, elle se lève à 5 h moins le quart, lave les gosses, les habille, les fait manger. Elle en conduit deux à l'école et un à la crèche avant de prendre son service à 7 h moins le quart. Elle les reprend à 15 h 30 à la crèche, à 16h heures à l'école, fait les courses, le ménage, la cuisine, s'occupe à nouveau des enfants. Bref, sa journée de travail doit compter pas loin de 18 heures.

Une tête pour penser une bouche pour parler

Pour cela nous faisons nos réunions syndicales entre midi et 3 heures. Mais beaucoup de femmes ne peuvent quand même pas venir aux réunions. Le Bureau syndical s'oblige donc à une gros travail de discussion avec chacune.

Les tâches matérielles de la section sont bien assumées par toutes et avec beaucoup d'enthousiasme ; on ne rechigne pas à faire 150 affiches de suite et à aller les coller sur le champ dans tout l'hôpital.

Le difficile c'est d'associer tout le monde à la réflexion et à l'orientation du travail syndical. La position de classe des travailleuses est spontanément très claire mais on ne les a pas habituées à penser par elles-mêmes, plutôt à suivre ceux qui prétendaient penser pour elles.

On se bat contre ça. Par exemple, le Bureau syndical ne va jamais négocier tout seul mais toujours avec une délégation de masse. Et les femmes viennent sans problème. La dernière fois, nous étions 12 dont 8 femmes. Un femme qui travaille depuis 18 ans dans l'hôpital est venue pour la première fois. Toutes, les unes après les autres, elles ont pris la parole devant le chef du personnel pour dire qu'elles ne partiraient pas avant qu'il n'ait cédé sur un problème d'effectif. Il a cédé !

Il y a chez les femmes une révolte longtemps enfouie qui cherche à s'exprimer. La section syndicale que nous créons est une section de classe qui doit se saisir de leurs problèmes et les organiser dans la lutte.

SECURITE SOCIALE

Ce sont les intérêts des travailleurs qu'il faut défendre !

Pendant toute cette année, le gouvernement a fait beaucoup de bruit autour du prétendu «déficit» de la Sécurité sociale. Il a cherché à persuader l'opinion qu'une «réforme profonde» était nécessaire. Même s'il a préféré en fin de compte différer l'affrontement jusqu'après les élections de 78, les mesures qu'il vient de prendre n'en sont pas moins graves.

Près d'un millier de médicaments ne seront remboursés qu'à 40 % au lieu de 70 % ce qui représente une dépense deux fois plus importante pour les travailleurs. Ceci s'ajoute à l'augmentation des cotisations de 1,5 point en octobre et du ticket modérateur pour un certain nombre de soins paramédicaux (massages, kinésithérapie).

La Sécurité sociale va par ailleurs s'efforcer d'empêcher au maximum les travailleurs de prendre des congés-maladies. Enfin, diverses mesures sont prévues pour limiter les dépenses hospitalières qui représentent 54% des assurances maladie et donc une partie importante des dépenses de la Sécurité sociale: Les travailleurs hospitalisés devraient ainsi tous payer un forfait de 15F par jour alors qu'actuellement, plus de 85 % des frais de séjour étaient remboursés à 100 %. Simone Veil devenue ministre de la santé et de la Sécurité sociale va enfin poursuivre son «opération économie» : diminuer le nombre de lits, fermer les salles, réduire les effectifs de travailleurs hospitaliers, etc. La bourgeoisie entend donc augmenter les sommes qu'elles pourra puiser dans les caisses de la Sécurité sociale sans hésiter pour cela à diminuer le pouvoir d'achat et les possibilités de soin des travailleurs.



Une dépense deux fois plus importante pour les travailleurs.

Un rouage de l'appareil d'Etat

Le gouvernement qui tient les rênes de l'Etat capitaliste se sert de la Sécurité sociale pour pressurer encore plus les travailleurs. En même temps qu'il leur soutire davantage de cotisations, il augmente le prix qu'il devront payer pour se soigner. Si les laboratoires pharmaceutiques et l'industrie médicale de pointe connaissent une telle expansion, c'est parce que leurs profits sont remboursés par la Sécurité sociale. Pour lutter contre le soi-disant absentéisme c'est la Sécurité sociale qui va traquer les «faux-malades» de même que l'ANPE de Beullac traque les «faux chômeurs». Outre des contrôles accrus elle va faire pression sur les médecins en enregistrant sur ordinateur toutes leurs prescriptions. Elle utilisera ce système baptisé «profil médical» pour sanctionner les médecins qui veulent trop bien faire leur métier. Enfin, n'est-ce pas de la Sécurité sociale que se servent les capitalistes pour tenter de minimiser le chômage en versant certaines allocations qui incitent les femmes à rester au foyer.

Les revendications des travailleurs

La Sécurité sociale brasse des sommes considérables, permet des interventions multiples dans l'économie capitaliste et l'exploitation des travailleurs. Il n'est donc guère étonnant qu'elle excite la convoitise des dirigeants «de gauche».



Engager la lutte contre les coups bas de Simone Veil
(Sipa Press/Boccom-Gibod).

Ils ne demanderaient qu'à participer à sa gestion de même qu'ils gèrent déjà les municipalités. Les travailleurs doivent dénoncer leur soif de pouvoir bourgeois et lutter contre toute idée de collaboration de classe.

Il est par contre indispensable qu'ils se mobilisent sur leurs intérêts véritables pour défendre et étendre leurs droits sans limiter leurs revendications au cadre étroit imposé par la bourgeoisie et les révisionnistes. Ainsi le droit à la santé n'est pas seulement lié au remboursecemnt des soins et médicaments mais aussi à l'augmentation des effectifs de travailleurs hospitaliers. Tout en exigeant des indemnités décentes en cas d'accidents du travail, il faut se battre contre les cadences et le manque de sécurité. S'il est indispensable de veiller au maintien des allocations famailiales dans le système actuel, il faut obtenir la construction de crèches et la possibilité réelle pour les femmes de travailler sans discrimination de salaire.

Jean Nestor.

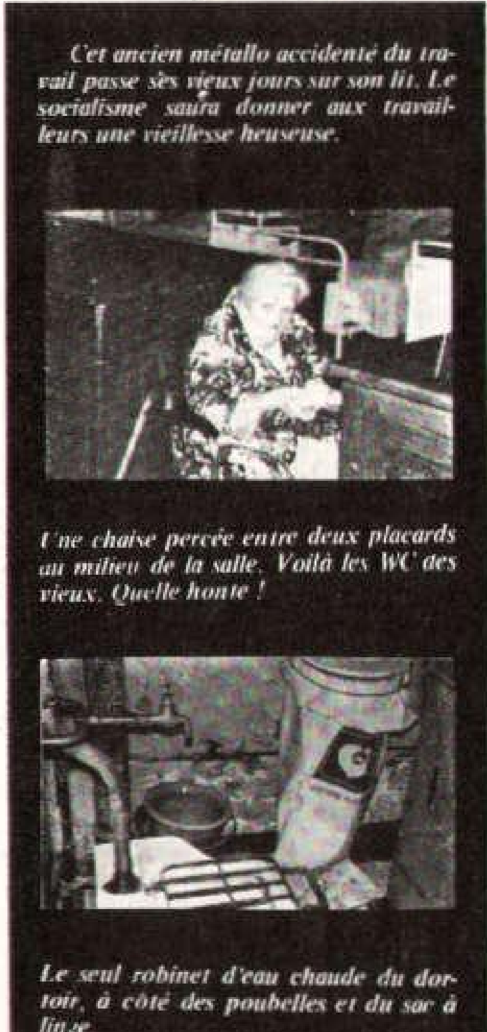
HOPITAL CORENTIN-CELTON



Le sort misérable des vieux travailleurs

Cet hôpital fort ancien et délabré sert de maison de retraite pour près de 1 200 personnes . En fait, comme la plupart d'entre elles, c'est un «mouroir» pour vieux travailleurs. Ses murs épais cachent le sort misérable que leur réserve notre société : une fois qu'ils ne sont plus rentables... au rebut !

Ceci les travailleurs hospitaliers ne le supportent plus, pas plus qu'ils ne tolèrent leurs conditions de travail déplorables. Ils sont prêts à le montrer à nouveau à la direction comme ils l'ont fait savoir bien fort à la conférence de presse de la section CFDT le 7 avril.



Cet ancien métallo accidenté du travail passe ses vieux jours sur son lit. Le socialisme saura donner aux travailleurs une vieillesse heureuse.

Une chaise percée entre deux placards au milieu de la salle. Voilà les WC des vieux. Quelle honte !

Le seul robinet d'eau chaude du dortoir, à côté des poubelles et du sac à linge.

C'est dans les dortoirs réservés aux vieux, invalides mais non «malades», et dans le pavillon Devillas que les conditions sont les pires.

Parqués dans un univers quasi carcéral, les vieux travailleurs sont démunis de tout. Certes, ils sont arrivés en habits de ville, mais comment les entretenir ? Il est très malaisé de laver son linge et il n'y a rien pour le repasser. Pour remettre en état deux slips, deux mouchoirs, une blouse et un pull le teinturier fait payer 15 F: c'est une somme pour des vieux qui ne touchent que 50 F d'aide publique par mois.

Lorsqu'ils n'ont pas de famille pour les aider, comme c'est le cas pour la plupart, l'Assistance publique leur donne du linge : des chemises qui n'ont plus de boutons, descendent à peine au-dessous du nombril et restent entrebaillées, des robes de chambre sans ceinture, pas de sous-vêtement, de bas, de chaussons, ni de mouchoirs. Voilà pourquoi on les voit clopiner pieds nus et dans le plus triste état.

Une vie de reclus

Le jardin de l'hôpital, est très beau, mais faute de personnel, seuls quelques vieux peuvent s'y promener. Ils sont donc confinés toute la journée, jour après jour, dans des salles communes ou dans les dortoirs boxés dont les cloisons moitié aluminum, moitié plexiglas, laissent passer bruits et odeurs. Le repas pourrait être le seul moment de distraction de la journée. Mais la nourriture n'est pas bien appétissante, et il n'y a que très peu de cuillers. A Devillas, les pensionnaires étaient obligés à un moment de se servir outre de leurs doigts de leur brosse à dent ou de leur peigne pour manger.

Mépris des besoins élémentaires

Dans un dortoir les lavabos sont à 50 m des lits dans un lieu de passage avec un seul robinet d'eau chaude pour tout l'étage. Il n'y a que deux douches et deux baignoires pour une centaine de personnes. Ces baignoires sont si mal conçues, trop hautes, que faute de personnel, elles ne sont que très rarement utilisées. Les pensionnaires se lavent donc dans des cuvettes collectives sans eau de rinçage. Les WC sont également trop peu nombreux (2 pour 55 à Devillas), trop éloignés, et du fait des sièges trop bas, les vieux se sont déjà blessés. C'est donc une chaise percée que les pensionnaires utilisent, au milieu de la salle commune, là où l'on fait aussi les soins. La nuit il n'y a ni bassin ni sonnette. C'est aussi pour ça qu'ils font dans leur lit !

Les soins négligés

Il n'y a pas de matériel d'urgence approprié. Pas d'oxygène alors qu'il en faudrait pour soigner par exemple les œdèmes aigus du poumon : «on en a vu mourir plusieurs étouffés sous nos yeux sans rien pouvoir faire» dira une travailleuse.

Une pensionnaire qui fait une chute doit attendre trois heures pour être vue en consultation. Et à Devillas, comme il n'y a pas d'ascenseur, le garçon est parfois obligé de la porter à bras le corps pour descendre l'escalier.

Quant aux soins élémentaires, n'en parlons pas : les vieux n'ont pas de dentier, le pédicure passe deux fois l'an, les vaccinations sont reportées d'année en année.

C'est pour tous ces bons soins que l'Assistance publique prend aux pensionnaires 90 % de leur retraite. Et s'ils vont en médecine, ou chirurgie, leur famille est obligée de payer le ticket modérateur qui se monte de 3 000 à 4 000 F pour un séjour d'un mois.

Jean Nestor

La solidarité à l'égard des vieux, Un puissant ferment de lutte

Les motifs de lutte ne manquent pas aux travailleurs.

Les effectifs sont des plus réduits : de garde l'après-midi, six agents hospitaliers pour 170 pensionnaires au premier dortoir, quatre pour 105 au deuxième, trois pour 101 à Devillas ; de veille ils sont un à deux pour 100 pensionnaires. Et lorsqu'un agent tombe malade, il n'est pas remplacé. Quant aux ouvriers de l'hôpital, ils travaillent dans des ateliers que leur délabrement et leur vétusté rendent dangereux. Depuis 20 ans, «de faillite en contemps», les travaux confiés aux entreprises extérieures n'ont jamais commencé.

La CGT hégémonique dans l'hôpital, se borne à jouer le jeu de la collaboration de classe, ne réunissant ses adhérents en assemblée générale que lors des journées d'action. Une telle situation ne pouvait durer !

Au contact des vieux nait la révolte

Les travailleurs le constatent : les vieux et les vieilles qui arrivent lucides se détériorent rapidement. «J'aurais jamais cru que je me retrouverais là» disent-ils. Ils subissent une telle pression et sont si endormis par les médicaments, que la plupart finissent par se résigner et se renfermer dans un petit univers à eux.

Or, leur situation est étroitement liée à celle qui est faite aux travailleurs : «Nous ce qu'on ne supporte pas, dit un agent hospitalier, c'est la situation des vieux en même temps que nos conditions de travail. Car c'est comme deux mains, on est toujours ensemble. Si on lave des fesses toute la journée, c'est qu'il n'y a pas de baignoire. Si on est parfois obligés de traiter les grand-mères comme un sac de linge sale, c'est qu'on est que deux pour les changer».

Les effectifs : une revendication unifiante

Si c'est tout d'abord la question des effectifs qui a sensibilisé les agents hospitaliers, la solidarité avec les pensionnaires n'y a pas été pour rien. Ainsi, à deux pour 105 dans une salle, ils ne pouvaient se permettre de laisser les vieux invalides se promener. Ils étaient obligés de mettre des barrières aux lits et de donner des comprimés de somnifères. «C'est quand on a décidé d'arrêter ça, dit une travailleuse, qu'on a senti tout le poids du manque d'effectifs, et que notre volonté de lutte s'est concrétisée».

Un nouveau rapport de force se construit

Les plus combatifs, surtout des travailleuses, se sont regroupés dans la CFDT après avoir rendu leur carte CGT et ont été élues au bureau. Depuis les actions se sont succédées : refus de changer de service pour aller boucher les trous, lutte victorieuse contre les licenciements de trois agents. Le mouvement s'amorce, la confiance renaît. Et là encore la solidarité de classe a joué un grand rôle. Les vieux ont témoigné leur soutien. Les familles auxquelles les travailleuses ont parlé de tous les problèmes se sont mises de leur côté, et ont offert une aide financière. Cette solidarité n'a pas été pour rien dans le fait que la direction a cédé.

Jean nestor

En bref

• Justice et crimes racistes

Yves Davioli, membre d'une association nommée «les chevaliers tireurs» avait fait l'achat d'un 22 long rifle et s'entrainait au tir dans un parc réservé.

Raciste et impatient d'en découdre, il s'en est pris dans un café à deux ouvriers immigrés et a blessé l'un d'eux d'une balle de révolver au poumon. Jeudi 7 avril, il comparaissait au tribunal correctionnel de Chambéry, inculpé pour coups et blessures, et non pour tentative de meurtre. La peine proposée par le tribunal n'a été que de deux ans dont un avec sursis. Bien des jeunes encourent des condamnations beaucoup plus lourdes pour des délits mineurs.



• Un rackett signé «Sécurité sociale»

De curieux démarcheurs déambulent dans les quartiers populaires des villes du Nord. Ils cherchent à recenser les «nourrices». La sécurité sociale voudrait désormais considérer les femmes travailleuses qui confient leurs enfants à garder comme des employeurs. Elle compte leur faire payer des cotisations «patronales»... alors qu'elle a laissé les capitalistes accumuler 6 milliards de dettes.

La bourgeoisie incite déjà les femmes à rester au foyer en leur donnant quelques miettes, en ne construisant pas de crèches, en leur offrant des salaires de misère, sans parler de la discrimination à l'embauche. Elle ne trouve pas cela suffisant. Voilà qu'elle veut de plus taxer les femmes qui travaillent.



• Suicides de chômeurs

Vendredi 15 avril, à l'ANPE du 9ème arrondissement, à Paris, une jeune femme s'est arrosée d'alcool à 90 degrés et s'est enflammée en craquant une allumette. Avant même qu'on ait pu étouffer le feu avec une couverture, elle était gravement brûlée.

A Lille, le même jour, c'est un homme de 31 ans, handicapé physique, sourd-muet, qui a tenté lui aussi de se suicider par le feu.

Voilà qui montre avec quelle acuité la crise touche les travailleurs.

Barre osera-t-il encore prétendre : «s'il y a tant de chômeurs, c'est qu'ils ont la possibilité d'attendre la place qui leur convient»...



• Chasse aux travailleurs

Plusieurs centaines de contrôles ont eu lieu dimanche 17 et les jours suivants dans la Drôme et en Gironde pour traquer le «travail au noir». Tout un battage fait dans la presse le rendait en même temps responsable du chômage de plusieurs centaines de milliers de travailleurs. Accuser les travailleurs d'être cause du chômage, voilà une manœvre bien grossière qui survient comme par hasard alors que 16 000 licenciements sont prévus dans la sidérurgie en Lorraine. Il s'agit en fait d'un pas de plus dans la chasse aux chômeurs qui ne se contenteraient pas des maigres indemnités qui leur permettent à peine de survivre. C'est aussi une escalade dans la répression à l'égard des travailleurs immigrés souvent obligés de faire du travail «clandestin» sans papiers.



L'affaire Thévenet

Palfium, amphétamines et gros sous

Palfium, amphétamines, Noréphrédine, c'est le nom savant des produits dopants que peuvent absorber les coureurs cyclistes. Récemment, le monde du sport a été secoué par le zèle de Soisson qui est parti en croisade contre le doping. «Sera licencié ? Sera pas licencié ?» C'est la question que l'on se posait à propos de Thévenet. Il y aurait donc du doping dans le cyclisme ? «Si c'est vrai, il faut que des têtes tombent !» «Pourquoi me taper sur les doigts, me prendre pour cible tout à coup, alors que les plus grands, tels Gimondi – à deux reprises – ou Merkx et Mertens – une fois – ont été convaincus de dopage ?», disait Thévenet après le dernier Paris-Nice.

La compétition cycliste est devenue un véritable commerce. Le sport cycliste sur route vit exclusivement de ses recettes publicitaires. Il a sans doute le plus grand public, celui du bord des routes et des traversées de villes et de villages, mais, contrairement à tous les autres sports professionnels, ses ressources ne viennent pas de son public. Il offre un spectacle gratuit. Son spectacle est exploité et commercialisé parce qu'il est un support publicitaire.

Des hommes sandwichs

Les coureurs cyclistes sont devenus de véritables hommes sandwichs. On ne voit plus passer de coureurs on voit passer des marques publicitaires. A partir du moment où le commerce est devenu l'essentiel, la rentabilité est indispensable. Le constructeur a besoin de résultats et les exige du coureur surtout s'il lui alloue un gros salaire. Bien sûr, quand on «découvre» une affaire de doping, le constructeur ignore toujours tout de ces histoires et ne veut pas tremper dedans. L'organisateur, lui, multiplie et découpe les épreuves pour mieux les vendre, morceaux par morceaux. Il durcit les difficultés. C'est un commerçant, il vend sa course à des villes ou à des firmes en contrepartie d'une publicité sous une forme quelconque. C'est la difficulté qui attire l'oeil du spectateur sur le maillot du coureur et sur sa marque publicitaire.

De plus en plus dur

Ainsi le tour de France est au dessus des moyens des coureurs actuels. Non pas parce que les coureurs actuels sont moins doués que leurs aînés, mais parce qu'ils sont beaucoup plus sollicités. On consomme de la course cycliste partout. Sur toutes les routes, dans tous les pays avec toujours les mêmes coureurs. Il n'y a plus un jour de la semaine sans une course cycliste. De mars à octobre, après les tours, c'est les critériums. Souvent les coureurs dorment dans la voiture qui les mène d'un critérium à l'autre. Les cadences s'accroissent. Les coureurs ont de moins en moins de temps pour récupérer. Alors, ils prennent des remontants. C'est le secret de polichinelle : tout le monde a en tête la mort de Tom Simpson, bourré d'amphétamines. Or, les «amphé» ont des conséquences très graves au niveau physique et psychique. Le hollandais Karstens et le frère de De Vlaemink ont dû faire des séjours en hôpital psychiatrique pour se soigner. Combien de coureurs ont disparu après avoir brillé l'espace d'une épreuve ?

Gros sous pour les gros Contrôle pour les petits

Chaque marque publicitaire importante entretient à grands frais une équipe, une «écurie de course». Dans l'équipe, c'est le leader qui doit gagner, à tout prix. Même au prix de sa santé. Cela veut dire aussi que toute l'équipe travaille pour le faire gagner. C'est lui aussi qui décrochera les gros contrats pour les critériums. Les équipiers, comme les vedettes d'ailleurs, sont pour la plupart issus de la petite paysannerie ou de la classe ouvrière. La gloire d'avoir couru le tour de France constitue souvent pour eux la seule récompense. S'ils veulent dépasser le SMIG, il leur faudra gagner une étape pour décrocher une prime. Pour cela, une solution : le doping !

Chez les amateurs aussi !

Mais les professionnels ont leur matériel fourni par la marque. La course est très chère pour les cyclistes amateurs et il n'y a qu'une prime par tour de circuit. Le moindre vélo vaut 2000 F, les chaussures 150 F, la cuissarde 70 F, etc. Or les coureurs amateurs sont surtout des jeunes travailleurs de la terre ou des usines. Comment s'entrainer en travaillant dur pendant 10 ou 11 heures par jour ? Pour se maintenir en bonne place, atténuer la souffrance, les amateurs eux aussi ont recours à des produits dopants. Les coureurs dans les clubs départementaux ont chacun leur trousse à seringues et se font mutuellement les piqûres. Non, la solution n'est pas dans une meilleure détection des produits, elle réside dans le renversement de ce système qui met le profit à la base de tout, pour qui les coureurs sont simplement des machines à gagner.

les camarades-flics

par Ottop.

























CREER UN CINE-CLUB

Un Ciné-Club, pourquoi ? Tout simplement parce que le circuit de distribution des films est dans les griffes de la finance (Gaumont, UGC) la priorité est donnée aux films américains. Les films du tiers monde et des pays socialistes sont exclus des salles de cinéma. De plus, à la télévision, dominée par les films US, le cinéma russe montre le bout de son nez. Alors, un ciné-club permet de choisir ses films, de regrouper des amis, des voisins, des camarades de boulot pour les voir ensemble et en discuter ensuite : dans un lycée, un quartier ou un comité d'entreprise d'usine. Un ciné-club permet de voir des images d'autres pays, d'autres peuples, d'autres histoires que celle du mari, de la femme et de l'amant, ou, même, des films bourgeois et d'en discuter ensemble !

Comment s'y prendre pour créer un ciné-club ? Il faut établir des statuts d'association loi 1901. Constituez pour cela un conseil d'administration avec trois personnes au bureau (président, trésorier, secrétaire). Déposez les statuts à la Préfecture. Dans le délai maximum d'un mois après le dépôt, faites publier les dits statuts au journal officiel.

Faites une demande d'affiliation à une fédération de ciné-clubs (elle vous fournira les formulaires de statuts types).

La fédération vous communique la liste des films qu'elle a en réserve et vous faites votre programme pour le mois ou l'année à venir. Il est possible aussi de louer vos films à des diffuseurs extérieurs à la fédération (par exemple les films du tiers monde, les films militants, ou les films des pays socialistes), reportez-vous aux adresses dans l'encadré.

QUELQUES TRUCS

Un film en 16 mm coûte entre 120 et 600 F environ et en 35 mm, entre 420 et 1 800 F. Dans chaque ville, on peut louer un appareil de projection pour 150 F la séance. Côté finances, chaque séance revient à peu près à 500 F : 250 F de location de film, 180 F de location de salle et une centaine de francs d'affiches.

Très vite, l'activité cinéma peut paraitre insuffisante et le ciné-club peut être complété par la fabrication de montages diapos, de films, d'un journal ou par des week-ends d'études, etc.

Camarades, racontez-nous vos expériences de ciné-club.

Léon Cladel

Quelques adresses

Fédération française des Ciné-Clubs
6, rue Ordener - 75018 PARIS - Tel : 206 96 08

Fédération Jean Vigo
8, rue Lamarck - 75018 PARIS - Tel : 254 04 57

UFOLEIS (enseignement)
23, rue Dagorno - 75012 PARIS - Tel : 307 59 30

Fédération Loisir et Culture cinématographique
24, Bld Poissonnière - 75009 PARIS - 770 31 97

Fédération du Cinéma pour les Jeunes - Club Juniors
36, rue de l'Abbé Groult - 75015 PARIS - 238 13 02

Fédération des Ciné-Clubs
78, rue de Sèvres - 75006 PARIS - Tel : 783 49 83

Adresses pour les films militants ou du tiers monde

MK2 Production
55 rue Traversière - 75012 PARIS - 307 92 74

Collectif ISKRA
74 rue Albert - 75013 PARIS - Tel : 583 94 63

CINELUTTE
58 rue des Battignoles - 75017 PARIS - 229 28 89

Front Paysan, chez Guy Chapouille
95 rue de Fontenay, F9 - 94130 NOGENT / MARNE

Association des Amitiés Franco-Chinoises
32 rue Maurice Ripoche - 75014 PARIS - 783 67 46

Amitiés Franco-Albanaises
42 rue de la Bruyère - 75009 PARIS - 526 18 00

Association de Diffusion des Idées Ouvrières
24 et 30 rue Sergent Blandon - 69001 LYON - Tel : 27 29 13

Déjà en 1936, «Ciné-liberté»



photo du film : «La Vie est à nous».

Cette association vit le jour au moment des grandes luttes ouvrières de 1936. Son but : lutter contre la censure du gouvernement et contre la censure économique des

(Suite p. 30)

CINE-LIBERTE
(Suite de la page 29)

producteurs. Sa première action fut de diffuser «La Vie est à nous», film militant tourné par le parti communiste, et de mener la lutte contre la censure qui interdisait ce film.

«Ciné-Liberté» mena la lutte dans les milieux des techniciens du cinéma pour favoriser le courant de syndicalisation. Autre axe de Ciné-Liberté : faire appel à ces techniciens pour qu'ils mettent leurs compétences au service des travailleurs en lutte. Des ciné-clubs se formèrent autour de divers syndicats, les métallurgistes, les cheminots et le bâtiment. D'autres groupes se réunissaient dans des cafés des quartiers ouvriers de Paris. Plusieurs sections furent constituées en province. En quelques mois, Ciné-Liberté comptait 100 000 adhérents. En juin 1936, Ciné-Liberté fut à la pointe des luttes des techniciens et artistes du cinéma qui remportèrent de grands succès. Ciné-Liberté orienta ses efforts vers une production indépendante liée aux luttes des travailleurs. Un grand reportage sur les usines occupées et trois films pour les syndicats furent entre autres réalisés : «Routes d'acier» pour les cheminots, «les Bâtisseurs» pour les travailleurs de la construction, «les Métallos» pour le syndicat de la métallurgie. Ciné-Liberté fut à l'initiative du premier long métrage réalisé par souscription publique : «la Marseillaise» de Renoir. Les spectateurs souscrivaient des billets à deux francs récupérables sur le prix des places.

NOIRS ET BLANCS EN COULEURS

Une farce anti-colonialiste

Le missionnaire apprécie les chants africains qui le tournent en fait en dérision.

Quelque part en Afrique noire : 2 villages de brousse. 2 villages point par point semblables, avec, comme seule différence, le drapeau allemand qui flotte au bout d'un piquet tordu sur l'un, tandis que le drapeau tricolore flotte sur l'autre. La vie s'écoule, paisible. Français et Allemands trafiquent ensemble. Les missionnaires se livrent à une activité fébrile. Ils sillonnent la brousse en chaise à porteur, crucifix à la main. La vie du village c'est aussi les colonnes de boys traités comme des esclaves. C'est les femmes africaines obligées de satisfaire les besoins du sergent Bosselet.



Guerre impérialiste par Africains interposés.

Tout aurait continué longtemps comme cela si, un jour, un jeune géographe français n'avait reçu «l'Humanité» annonçant la déclaration de guerre. .On bat le rappel et on recrute «des engagés volontaires» africains avec, bien sûr, le concours des missionnaires. Tout le monde part au combat aux accènts de «la victoire en chantant». Les colons s'arrêtent en route pour piqueniquer somptueusement, tandis que les africains du côté français vont affronter les africains côté allemand. C'est la débandade devant la mitrailleuse allemande.

Un soldat africain est tué.

Notre héros, le géographe socialiste, décide de faire quelque chose.

Il ouvre la chasse aux «engagés volontaires», organise de véritables rafles de paysans africains. Mais les combats s'enlisent, on construit des tranchées comme en métropole. «Soldats français, rendez-vous, les soldats allemands viennent vous libérer de la tutelle française» crient les soldats africains de l'empereur Guillaume. Pour corser le tout, arrive l'armée anglaise des Indes qui annonce que la guerre est finie depuis longtemps et qu'elle vient prendre possession de l'ex-territoire allemand. Joie des colons qui se remettent vite d'accord contre les noirs ; colère légitime des Africains.

On peut bien evidemment regretter de nombreuses insuffisances dans ce film. Les personnages principaux ne sont pas les africains mais les colonialistes, les africains ayant un rôle de «révélateurs» pour faire ressortir les défauts des colons.

Il s'agit, cependant, d'un film intéressant.

C'est une critique violente de la colonisation et de la guerre interimpérialiste de 14-18. Pour une fois dans un film commercial, ce n'est pas des Africains ou des peuples colonisés que l'on se moque, mais des colonialistes. Jean Jacques Arnaud, dont c'est le premier film, prend pour cible autant les colons pleutres que les plus vigoureux.

Il dépeint le jeune géographe «socialiste» comme un Tintin au Congo, plus efficace et plus dangereux que les colons. Du début à la fin, on se réjouit d'une cascade de gags irrésistibles qui démolissent l'idéologie colonialiste.

Un film qui arrive à point, au moment où l'on nous sert «Fachoda» à la télévision et où, sur les écrans, nous avons droit aux deux flibustiers» film colonialiste sur la guerre de 14-18 en Afrique, vu sous l'angle du film d'aventures.

Léon Cladel

«La justice»

Une pièce de théâtre contre la répression

Le théâtre a toujours été un spectacle populaire, dès le moyen-âge, avec les farces et les mystères joués devant les cathédrales. Au XVIIè siècle, le théâtre de Molière puisait ses sources au plus profond des traditions populaires. Les troupes jouaient dans la rue.

Dans les régions des traditions populaires encore vivaces montrent l'intérêt des travailleurs pour le théâtre ou les marionnettes. Bien sûr la bourgeoisie l'utilise elle aussi pour tromper les masses. Témoin ; «au Théâtre ce soir»... Mais un théâtre révolutionnaire peut devenir une arme puissante pour unir et pour éduquer le peuple. Déjà en 1936, avec, entre autres, le groupe Octobre, des saynètes, des pièces étaient montées dans les usines et dans les quartiers au service des luttes. De plus en plus les travailleurs en lutte créent des sketches vivants et pleins d'humour pour dénoncer l'ennemi de classe. Les luttes sont un moment privilégié pour que les travailleurs s'emparent de l'art et de la culture. Voici une nouvelle pièce montée par la troupe des Batignoles de Nantes. Il faudrait que chaque fois que l'arme de la culture est utilisée pour frapper l'ennemi, les lecteurs, les travailleurs relatent leur expérience qui peut servir à d'autres.

Léon Cladel

Chers camarades,

Nous avons le plaisir de vous annoncer que nous venons de créer une nouvelle pièce : «la Justice».

Encouragés par le succès de notre premier sketche, «l'Inadapté» que nous avons présenté plusieurs fois publiquement à l'occasion de meetings, de fêtes populaires ou manifestations publiques, et face à la situation actuelle (répression des travailleurs français et immigrés licenciements individuels et collectifs, procès en chaîne), nous avons décidé de dénoncer la justice bourgeoise, la justice et la police au service des patrons, du capital contre les travailleurs. Nous sommes d'autant plus motivés que la plupart d'entre nous ont plus ou moins eu maille à partir avec la justice et la police de notre pays ou bien ont perdu leur travail à la suite de licenciements.

Notre pièce «la Justice» se compose de 4 scènes.

L'ensemble dure 45 minutes environ.

1ère Scène :

Procès de M. De La Filouterie, PDG d'une entreprise du bâtiment, accusé d'avoir provoqué la mort de plusieurs de ses ouvriers par absence de sécurité du travail.

M. De La Filouterie s'en tire avec une petite amende symbolique.

2ème Scène

Procès d'un immigré, accusé d'avoir été dans une manifestation avec une «arme» à la main, en réalité il s'agit d'une règle d'écolier.

L'immigré est condamné à 6 mois de prison fermes et à l'expulsion.

Référence est faite à la lutte des immigrés de la Sonacotra.

3ème Scène

M. Schtrumpf, chef de l'entreprise Schtrumpf licencie 350 ouvrières. Il y a grève avec occupation. Schtrumpf fait paraitre en jugement 3 femmes accusées d'actes de terrorisme contre lui.

Les 3 ouvrières sont condamnées, mais dénoncent la justice, elles appellent à la lutte, à la solidarité pour faire réviser le procès.

4ème Scène

Meeting anti-répression et soutien aux ouvrières inculpées et à tous les licenciés. Des comités de soutien se forment : paysans, enseignants, étudiants, etc. Le PCF, lui aussi, «soutient» cette lutte, mais à sa manière ! Les ouvrières le mettent dehors et grâce au soutien populaire (la salle participe et lance des mots d'ordre de soutien), les condamnations sont levées.

Nous avons joué cette pièce pour Jean-Charles Denis au meeting de soutien du 27 mars dans son village. 300 personnes environ étaient présentes et nous ont bien accueillis.

Nous sommes prêts à jouer sur invitation en soutien contre la répression et pour dénoncer la justice capitaliste ou pour des usines en grève sur invitation des ouvriers en lutte.

Un membre du Groupe des Batignolles-Nantes.



«L'inadapté», sketche présenté par des ouvriers des Batignoles (Nantes) au rassemblement ouvrier du 14 février 1976 : Roger, l'ouvrier «inadapté», un travailleur révolutionnaire, Mme Jobard – la psychologue, La Limace-délégué CFDT et Le Bellatre – délégué CGT. (Photo HR).

Joseph TORTELIER, un des précurseurs du 1er Mai



Le père et le fils TORTELIER travaillaient ensemble en 1905 comme ébénistes à Paris

Nous avons rencontré Geneviève Tortelier vétérante communiste ayant adhéré aux Jeunesses Communistes dès 1926 et dont le père et le grand-père furent de très importants militants révolutionnaires. Son père, qui s'appelait Joseph, comme son grand-père, fut le quatrième inscrit au Parti Communiste Français. Tous deux, ouvriers ébénistes, furent d'inlassables militants de la cause ouvrière.

Ton grand-père a donc été un des précurseurs de la Fête du Premier Mai, mais c'était aussi un propagateur, un des premiers en France, de la grève générale comme méthode d'action révolutionnaire.

En Effet, Joseph Tortelier, militant anarcho-syndicaliste, avait participé à de nombreusex meetings en tant que délégué, comme au Congrès de Saint Étienne du Parti Ouvrier : en 1884, il fait partie des délégués ouvriers à l'exposition de Stockholm, et en 1886 il fera partie d'une délégation ouvrière aux Etats Unis où les événements sanglants de Chicago le marquèrent profondément. En effet, le Premier Mai 1886, de grandes manifestations ouvrières, pour exiger de meilleures conditions de travail, ainsi que la journée de 8 heures, étaient sauvagement réprimées par la police.

Dès 1887, au Congrès corporatif, mon grand-père est un de ceux qui proposent le «vœu» en faveur des condamnés de Chicago, condamnés à la suite de cette manifestation de mai 86. A l'issue du Congrès, un texte était publié déclarant entre autres : «le Premier Mai 1886 a été fixé pour l'inauguration de la grève générale, ainsi que du système de 8 heures. L'heure approche. L'assemblée des métiers et du travail de Chicago est depuis plusieurs années à la tête du mouvement... Plus de grèves partielles, mais la grève générale des différents corps de métier pour amener une solution pacifique de la question par une entente universelle !»

Mais l'idée d'une grande manifestation et en même temps d'une fête de la classe ouvrière à date fixe n'arrive pas tout de suite ?

Tortelier, après son retour de Chicago, parlera pendant plusieurs années, au cours de meetings, réunions, Congrès ouvriers, de son idée d'associer une grande manifestation ouvrière internationale tous les Premiers Mai, à la revendication de la journée de 8 heures, et c'est en 1890 qu'elle sera adoptée définitivement.

Engels écrivait le 16 avril 1890 : *«la résolution sur le Premier Mai a été la meilleure qu'ait formulée notre Congrès. Elle prouve notre puissance dans le monde entier»...*

Quant à Joseph Tortelier, il déclarait : *«ce n'est pas une manifestation pacifique que nous voulons ; il faut que ce grand mouvement porte profit ; il faut qu'il en sorte l'idée d'une grève générale pour aboutir à la journée de 8 heures en attendant mieux»...*

Comme tu le vois, la tradition révolutionnaire qu'avait inaugurée Joseph ne s'est pas éteinte ; comme tu le sais, mon père fut un des premiers inscrits au PCF, et les deux Joseph gardèrent jusqu'à leur dernier jour une commune admiration pour Lénine.

Un dernier mot sur mon grand-père : ce Premier Mai, il le voulait comme une grande journée de lutte de la classe ouvrière, mais il voulait que ce soit aussi la grande fête des opprimés, une journée de fête et d'espoir. A cela, il tenait beaucoup.

Propos recueillis par Michel Bataille